



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

Guerre en Ukraine ce qu'il faut retenir de la journée du 27 mars	Page 2
Guerre en Ukraine : ces armes qui font la différence	Page 4
Guerre en Ukraine : les premiers chars britanniques Challenger ont été livrés	Page 5
La France va doubler le nombre d'obus de 155 mm livrés à l'Ukraine, en le portant à 2000 par mois	Page 6
Guerre en Ukraine : un an d'enseignements stratégiques	Page 7
La Turquie face à la guerre : une « neutralité engagée »	Page 11
Guerre en Ukraine : l'économie russe résiste-t-elle autant que le Kremlin le laisse penser	Page 16
Quel impact aura la guerre en Ukraine sur l'OTAN et l'UE ?	Page 17
Vous avez dit sphères d'influence Le néoréalisme face à la guerre russo-ukrainienne	Page 23
Les armes nucléaires de la France et l'Europe Options pour une politique de dissuasion mieux coordonnée	Page 26
Montée des tensions en Asie du Nord-Est 2022, une année charnière	Page 34



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

Guerre en Ukraine : ce qu'il faut retenir de la journée du 27 mars

Les premiers chars de combat lourds, les Challenger britanniques, sont arrivés en Ukraine. L'Allemagne a également livré 18 chars Leopard.

Article rédigé par franceinfo avec AFP

France Télévisions

Publié le 27/03/2023 23:28



Un char Challenger 2, le 21 septembre 2022 à Nowa Deba (Pologne).

(ARTUR WIDAK / NURPHOTO / AFP)

Les premiers chars lourds promis par les alliés de l'Ukraine sont en train d'arriver sur le terrain. Le ministre ukrainien de la Défense Oleksiy Reznikov a annoncé lundi 27 mars l'arrivée de chars britanniques Challenger 2. Une porte-parole du ministère a confirmé à l'AFP que ces tanks "se trouvaient déjà en Ukraine", sans en donner le

nombre exact à ce stade. Franceinfo revient sur les faits marquants de la journée sur le front de la guerre.

Les premiers chars britannique et allemand ont été livrés

Les premiers chars britanniques Challenger sont arrivés en Ukraine, a annoncé le ministre de la Défense. Oleksiy Reznikov a indiqué que "des Challengers britanniques, des Strykers et des Cougars américains et des Marders allemands" s'étaient "ajoutés aux unités ukrainiennes". Sur Facebook, le ministre a posté une photo de ces véhicules, sans dire quand ils étaient exactement arrivés.

Un peu plus tôt dans la journée, le chancelier allemand Olaf Scholz avait révélé que 18 chars Leopard avaient été livrés à Kiev. "Nos chars sont arrivés comme promis et ponctuellement entre les mains de nos amis ukrainiens, a complété Boris Pistorius, le ministre allemand de la Défense. Je suis sûr qu'ils pourront faire la différence sur le terrain."

Zelensky et Grossi se sont entretenus avant la visite du chef de l'AIEA à Zaporijjia

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky et le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Rafael Grossi, se sont retrouvés lundi dans une station hydroélectrique de la région de Zaporijjia (Ukraine).



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Le second est attendu dans les prochains jours à la centrale nucléaire de Zaporijjia, occupée par Moscou, pour sa deuxième visite sur place depuis le début de l'invasion russe en février 2022.

"Sans le retrait immédiat des troupes et du personnel russes de la centrale et des territoires adjacents, toute initiative visant à restaurer la sûreté et la sécurité nucléaire est vouée à l'échec", a averti Volodymyr Zelensky, selon des propos rapportés par la présidence ukrainienne.

Des frappes russes ont fait deux morts et plus de 30 blessés à Sloviansk

Des missiles russes se sont abattus lundi sur la ville de Sloviansk, dans l'est de l'Ukraine, tuant deux personnes dans leur voiture, blessant plus de 30 autres et détruisant des immeubles. Selon la police, les deux personnes décédées conduisaient près du centre-ville au moment du bombardement. *"Ce sont des victimes prises au hasard"*, a déclaré un responsable de la police locale à la presse. Le bilan a fait état de 32 blessés, dont cinq grièvement atteints, tandis que le maire en recensait au total 36 dans cette ville située à 40 km à vol d'oiseau de Bakhmout, où forces ukrainiennes et prorusses se livrent une âpre bataille.

Les autorités ukrainiennes recommandent de fuir la ville d'Avdiïvka

L'administration de la ville d'Avdiïvka a annoncé lundi l'évacuation des employés municipaux de cette localité située sur le front est et régulièrement bombardée par les forces russes. *"Avdiïvka ressemble de plus en plus à un endroit tiré de films post-apocalyptiques. Par conséquent, une décision difficile a été prise d'évacuer (...) les travailleurs municipaux qui ont au moins essayé de maintenir la propreté et la vitalité de la ville"*, a annoncé le chef de l'administration militaire locale sur les réseaux sociaux.

Ce dernier *"recommande vivement"* de quitter la ville, *"car les roquettes et les projectiles russes n'épargnent rien ni personne"*. Les troupes russes tentent depuis des mois de prendre Avdiïvka, située sur le front depuis 2014 et le début de la guerre entre forces ukrainiennes et séparatistes prorusses.

Moscou maintient ses plans en vue du déploiement d'armes nucléaires en Biélorussie

La Russie a affirmé lundi qu'elle ne changerait pas ses plans prévoyant le déploiement d'armes nucléaires *"tactiques"* en Biélorussie, malgré les nombreuses critiques des pays occidentaux et les menaces de sanctions internationales. *"Bien entendu, une telle réaction ne pourra pas avoir d'impact sur les plans de la Russie"*, a déclaré Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Samedi, le président russe Vladimir Poutine a annoncé que des préparatifs commenceraient dès le mois prochain pour déployer de telles armes en Biélorussie.

Guerre en Ukraine : ces armes qui font la différence

ANALYSE. Dix mois après le début de l'offensive russe en Ukraine, plusieurs enseignements peuvent être tirés sur les matériels militaires les plus efficaces.

Par Théo Sauvignet

De la masse et de la puissance de feu : depuis l'offensive russe du 24 février 2022, la guerre en Ukraine a livré quelques enseignements sur ce qui compte réellement dans un conflit de haute intensité. Même si son issue est encore incertaine, les phases d'offensives, de siège, de contre-offensives et de combats statiques permettent de jauger ce qui fait l'échec ou la réussite d'un camp plutôt que l'autre, notamment dans son équipement.

Originellement basée sur un matériel soviétique qu'elle a vite épuisé, l'armée ukrainienne est désormais biberonnée aux équipements étrangers très variés, de niveaux technologiques variables et dont certains font preuve d'une efficacité redoutable. De son côté, l'armée russe montre qu'elle n'est pas aussi moderne que dans ses clips de propagande, sans toutefois être incapable d'innover et d'utiliser de nouvelles armes. Voici dix des matériels militaires qui font la différence dans cette guerre.

Le nerf de la guerre : l'artillerie

L'adage vante l'infanterie « reine des batailles », mais elle trouve une concurrente en l'artillerie, qui est le sujet dominant de cette guerre et constitue d'ailleurs le gros des demandes répétées des Ukrainiens aux Occidentaux. L'armée ukrainienne tire 6 000 à 8 000 obus par jour, la Russie peut parfois répliquer avec trois fois plus : cette guerre est avant tout une guerre d'artillerie, quelle que soit sa forme. Utile tant pour frapper les lignes logistiques ou des infrastructures énergétiques que pour détruire des objectifs militaires, elle est encore loin de quitter le champ de bataille : au contraire, elle le définit.

Grad

Descendant en ligne directe des antiques « orgues de Staline », le bientôt soixantenaire BM-21 Grad et ses variantes (Uragan, Tornado...) sont des lance-roquettes multiples montés sur camion et utilisés dans les deux camps. Ils tirent chacun 12 à 40 roquettes par salve avec une portée effective de l'ordre de 40 kilomètres. Chaque fusée est relativement imprécise, mais elle sert une tactique de saturation très utilisée par l'armée russe : couvrir une zone de projectiles pour interdire son accès ou préparer le terrain en choquant les défenseurs avant un assaut. La salve d'un camion suffit à couvrir presque un hectare de roquettes. L'usage extensif de telles armes, pas toujours dans les conditions pour lesquelles elles sont prévues, mène régulièrement à des frappes sur des civils du fait de leur imprécision, parfois intentionnellement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

Himars

Version hi-tech du lance-roquettes multiple, les Himars américains fabriqués par Lockheed-Martin permettent de frapper avec une précision accrue jusqu'à 90 kilomètres grâce à des missiles guidés. Les États-Unis ont livré une vingtaine de ces systèmes à l'Ukraine à l'été 2022, qui a particulièrement bien apprécié leurs capacités dépassant celles des équivalents russes tant en portée qu'en précision et permettant de frapper efficacement les dépôts de munitions comme les postes de commandement ennemis. Il est aussi fort probable que les Himars aient été utilisés pour disperser des mines antichars livrées par les Allemands : entassées dans un missile, elles se dispersent au sol une fois que celui-ci se détruit.

Alors que les Ukrainiens ont épuisé le gros de leurs stocks d'armement soviétique, le Himars et son prédécesseur le M270, aussi livré aux Ukrainiens, constituent le fer de lance de leur artillerie longue portée. Ils ont été gênants pour les Russes à leur introduction en permettant aux Ukrainiens de frapper des lignes logistiques auparavant hors de portée.

Guerre en Ukraine : les premiers chars britanniques Challenger ont été livrés

Ces nouveaux équipements militaires occidentaux devraient permettre d'aider les soldats ukrainiens à repousser l'invasion russe de ses terres.

Par JLB avec AFP



Londres a fourni 14 chars Challenger 2 à Kiev.

© - / AFP Publié le 27/03/2023 à 23h14

C'est un soutien matériel qui arrive à point nommé. Le ministre ukrainien de la Défense, Oleksii Reznikov, a fait savoir que « des Challenger britanniques, des Stryker et des Cougar américains, ainsi que des Marder allemands » s'étaient « ajoutés aux unités

ukrainiennes », ce lundi 27 mars. Le ministre a posté une photo de ces véhicules, dans son message posté sur Facebook, sans dire quand ils étaient exactement arrivés.

Une porte-parole du ministère ukrainien, Iryna Zolotar, a confirmé à l'Agence France-Presse (AFP) que les tanks Challenger « se trouvaient déjà en Ukraine », sans en donner le nombre exact à ce stade.

Une formation en Angleterre

Des soldats ukrainiens ont achevé leur formation au Royaume-Uni pour apprendre à manier les 14 chars Challenger 2 fournis par Londres à l'Ukraine face à l'invasion russe, a annoncé plus tôt lundi le ministère britannique de la Défense.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

Leur entraînement avait commencé peu après l'annonce début janvier de la fourniture de ces chars par le Royaume-Uni. « Le Royaume-Uni envoie les chars Challenger 2, qui seront bientôt aux mains des forces armées » ukrainiennes, avait alors indiqué le ministère britannique dans un communiqué. Londres avait évoqué auparavant une livraison en mars, sans donner plus de détails sur le calendrier de livraison.

Les soldats ukrainiens, dont le nombre n'a pas été précisé, ainsi formés rentrent dans leur pays « mieux équipés, mais pas moins en danger », a déclaré le ministre britannique de la Défense Ben Wallace. « Nous continuons à nous tenir à leurs côtés et à faire tout ce que nous pouvons pour soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra », a-t-il ajouté dans un communiqué.

« Je me bats pour mon avenir, pour l'avenir de mon pays et pour l'avenir de ma famille », a déclaré un soldat ukrainien, dans une vidéo réalisée par la Défense britannique.

Bientôt des avions ?

Soutien de la première heure de l'Ukraine, le Royaume-Uni a également annoncé début février qu'il formerait des pilotes de chasse ukrainiens, ouvrant la porte à terme à la fourniture d'avions aux normes de l'Otan.

Les Occidentaux considèrent que l'Ukraine a le droit de se défendre, mais certains sont réticents à livrer des armes qui provoqueraient une escalade du conflit en permettant à l'Ukraine de frapper la Russie. La Slovaquie a livré récemment quatre MiG-29 à l'Ukraine et la Pologne a promis de faire de même.

La France va doubler le nombre d'obus de 155 mm livrés à l'Ukraine, en le portant à 2000 par mois

ven. 31 mars à 10:29

Pour contrer l'offensive russe, et selon les aléas des combats, les artilleurs ukrainiens tireraient entre 3000 et 10 000 obus par jour. « Le rythme actuel d'utilisation de munitions par l'Ukraine est beaucoup plus élevé que notre rythme actuel de production », a d'ailleurs prévenu Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, en février. Et selon Kiev, il lui faudrait environ 350 000 obus par mois pour contenir les assauts russes et mener des contre-offensives.

D'où le projet « Collaborative Procurement of Munitions » qui, récemment lancé par l'Union européenne [UE] via l'Agence européenne de Défense [AED], vise à permettre à 23 États membres [dont la France] de mutualiser leurs achats de munitions, non seulement pour reconstituer leurs stocks mais aussi pour soutenir l'armée ukrainienne, l'objectif étant de livrer à celle-ci au moins un million d'obus de 155 mm dans les douze prochains mois.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

En France, le groupe Nexter en produit actuellement 45 000 par an. Et son Pdg, Nicolas Chamussy, a récemment assuré pouvoir augmenter sa capacité de production de 50% d'ici un an et de la doubler en 2025. Ce qui suppose d'importants investissements pour refaire les stocks de matières premières et de poudre, commander de nouvelles machines et former des ouvriers qualifiés.

Ces mesures ont-elles commencé à produire leurs premiers effets? Toujours est-il que, dans un entretien accordé au journal Le Figaro [édition du 28 mars], le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a annoncé que la France allait doubler le nombre d'obus de 155 mm livrés à l'Ukraine à partir de la fin mars, pour le porter à 2000 par mois. « Nous allons aussi livrer des équipements terrestres nécessaires à la contre-offensive » de l'armée ukrainienne, a-t-il aussi promis.

Par ailleurs, M. Lecornu a laissé entendre que Kiev aurait déjà consommé les 200 millions d'euros du fonds de soutien voté par le Parlement à l'occasion de l'examen des crédits de la mission « Défense », dans le cadre de la Loi de finances 2023. On sait que cet argent a notamment servi à commander des CAESAr [Camions équipés d'un système d'artillerie] supplémentaires ainsi qu'un radar GM200, produit par Thales. Et, a priori, il est question de réabonder.

« Nous étudions, avec Élisabeth Borne [la cheffe du gouvernement, ndl] le ré-abondement du fonds de soutien à l'Ukraine voulu par la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale, dont les 200 millions ont été intégralement affectés », a en effet affirmé M. Lecornu.

Pour le moment, le montant total de l'aide fournie à l'Ukraine par la France reste à préciser. « Le 'reporting' de l'année 2022 n'est pas complètement terminé. Il y a deux types de dépenses : celles qui servent à reconstituer du matériel neuf livré, comme les CAESAr ou les munitions, et celle qui visent à remplacer des matériels que nous aurions, quoi qu'il en soit, retirés prochainement de nos armées. [...] Nous sommes en train de documenter ces coûts pour les présenter au Parlement », a expliqué le ministre.

En tout cas, le coût de cette aide ne sera pas à la charge du ministère des Armées. « Nous avons proposé à la Première ministre, qui l'a accepté, de sortir de [la] LPM [Loi de programmation militaire] les dépenses liées à l'aide militaire à l'Ukraine », a précisé M. Lecornu.

opex360.com

GUERRE EN UKRAINE : UN AN D'ENSEIGNEMENTS STRATÉGIQUES

mer. 8 mars à 10:12

De nombreux spécialistes ont dressé un premier bilan du conflit, lors d'un colloque à l'École militaire. Stratégie, terre, cyber, espace, OTAN... morceaux choisis de leurs analyses sur ce retour de la guerre de haute intensité en Europe.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

“Guerre en Ukraine : un an après, quelles leçons ?” Tel était l’intitulé du colloque organisé le 16 février à l’École militaire, par plusieurs organismes, dont l’IHEDN et l’IRSEM. Ouvert par le général de corps d’armée Benoît Durieux, directeur de l’IHEDN et de l’Enseignement militaire supérieur, et clôturé par le général d’armée Thierry Burkhard, Chef d’état-major des armées, il a rassemblé des spécialistes, issus de nombreux champs disciplinaires, civils et militaires, chercheurs, docteurs, officiers des trois armées, qui ont partagé leurs analyses sur les enseignements à tirer du conflit.

Voici, parmi une matière riche et dense, quelques points importants abordés par cinq intervenants au cours de cette journée.

GÉNÉRAL BRETON : “LA BATAILLE DE L’INFORMATION EST ABSOLUMENT DÉCISIVE”

Le général de division aérienne Vincent Breton, directeur du Centre interarmées des concepts, doctrines et expérimentations, livre une analyse stratégique et opérative d’ensemble. Soulignant le retour de la guerre de haute intensité en Europe, sur sept champs et terrains de conflictualité (terre, mer, air, espace, cyber, informationnel et électromagnétique), il note aussi un retour de la rhétorique nucléaire.

Il insiste plus particulièrement sur le champ informationnel : “La bataille de l’information est absolument décisive dans cette guerre, l’Ukraine est très impressionnante sur ce point et nous donne une leçon. La stratégie de communication ukrainienne est absolument remarquable et cible très concrètement trois publics, trois audiences.

D’abord, elle cible le peuple ukrainien et ses soldats pour les galvaniser et renforcer ce que l’on appelle les forces morales. Ensuite, elle cible l’opinion publique occidentale pour renforcer l’empathie et s’assurer un soutien massif de l’Occident, car il est déterminant. Enfin, elle cible les Russes, notamment pour démobiliser les soldats. Les Ukrainiens sont très forts pour se moquer des soldats russes sur les réseaux sociaux, pour les faire passer pour de piètres soldats, et ainsi leur faire perdre confiance.

Pour ce qui est de la stratégie de communication russe, elle est un échec en Occident tellement elle est outrancière, mais ce n’est sans doute pas le but. En revanche, la stratégie d’influence russe est très efficace vis-à-vis du reste du monde. Je rappelle que les dirigeants de plus de 50 % de l’humanité soutiennent ou refusent de condamner la Russie. Il est clair que le monde n’est pas allié sous l’Occident et ne pense pas comme nous, et nous devons en avoir pleinement conscience.”

GÉNÉRAL GIVRE : “C’EST UNE GUERRE INTÉGRALE, ET NON UNE GUERRE TOTALE”

Le général de division Pierre-Joseph Givre, directeur du Centre de doctrine et d’enseignement du commandement, analyse les ruptures et continuités sur le champ de bataille. Selon lui, cette guerre semble dans la continuité de ce qui a été observé depuis le début du XXI^e siècle, avec une amplification et un phénomène de cumul de nouvelles technologies, de nouvelles capacités et nouveaux modes d’action.

Il y voit notamment “une guerre intégrale, et non une guerre totale” : “Qu’est-ce que la guerre intégrale ? C’est la guerre du M2MC, multimilieux et multichamps, avant que la guerre ne se déclenche réellement, et quand elle se déclenche au sens de l’affrontement physique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

La guerre en Ukraine a commencé en Afrique, avec Wagner, avec la désinformation, et la France était visée en particulier. Elle a commencé par les attaques cybernétiques au niveau stratégique contre les pays européens, contre la France, et par les campagnes de désinformation.”

*Le général Givre souligne aussi la capacité d'innovation des Ukrainiens, qui “ont compris tout l'avantage de détourner à des fins militaires les technologies et les usages civils”. Exemple, “le Shazam du drone”, en référence à l'application grand public permettant de reconnaître n'importe quelle musique diffusée : “Eux, ils mettent l'application en face du drone parce que les drones Shahed font beaucoup de bruit, cela leur donne l'altitude, la vitesse et la distance, l'information passe immédiatement aux effecteurs qui sont dans le secteur, et il y en a un qui va le frapper. C'est extrêmement intelligent.”

DOCTEUR LIMONIER : “UNE MANIPULATION DE L'ARCHITECTURE DE L'INTERNET À DES FINS STRATÉGIQUES”

Le docteur Kévin Limonier, maître de conférences en études slaves et géopolitique à Paris VIII, spécialiste du cyberspace russophone et directeur adjoint de Geode, explique “comment la Russie manipule les routes de l'Internet” afin de prolonger son contrôle territorial.

Car il ne s'agit pas seulement de cyberattaques classiques, du type destruction d'infrastructures, mais aussi de manœuvres cybernétiques plus larges. Depuis 2014, avec l'annexion de la Crimée, “la Russie est le premier pays du monde qui a pensé la manipulation de l'architecture de l'Internet à des fins stratégiques et géopolitiques dans un contexte de contrôle et d'occupation territoriale à l'extérieur de ses frontières”, en déconnectant les systèmes autonomes de Crimée de ceux de l'Ukraine, pour les reconnecter ensuite avec la Russie.

Elle poursuit donc cette stratégie en Ukraine. Depuis février 2022 et la censure des canaux non alignés sur la position du régime russe, ces appropriations des réseaux commencent à avoir un effet concret sur la population : “Si vous êtes aujourd'hui dans un territoire occupé par l'armée russe, vous êtes de fait placé de l'autre côté des grands postes-frontière numériques que les Russes sont en train de construire pour filtrer absolument tout ce qui entre et sort de leurs réseaux.” Mais cette bataille numérique est aussi une priorité pour l'Ukraine : quand Kherson a été libérée, des ingénieurs sont immédiatement venus rerouter le réseau Internet vers Kiev.

COLONEL BOURDELOUX : “LES DEUX COALITIONS SPATIALES SE NEUTRALISENT”

Le colonel de l'air et de l'espace Guillaume Bourdeloux, responsable des opérations spatiales militaires au commandement de l'espace, se demande dans quelle mesure l'Ukraine serait le premier théâtre spatial. C'est en tous cas ce qu'affirment certains think tanks américains, en opposant une coalition occidentale à la Russie. Le colonel note effectivement un changement fondamental dans ce conflit : notre dépendance à l'espace, “un milieu qui reste peu ou pas réglementé”, dans tous les secteurs, civils comme militaires :

“Nous sommes dorénavant dépendants du spatial, et cette dépendance continuera de s'accroître. Nous l'étions déjà un peu avant, mais nous le sommes également à des fins militaires, et nous le serons de plus en plus aussi. Nous sommes dépendants pour des raisons de mobilité, par rapport aux GPS par exemple, de précision, de synchronisation des effets et de coordination, car il faut



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

pouvoir communiquer, et beaucoup de nos communications passent par le spatial, à des fins d'anticipation et de renseignement, car il faut pouvoir observer et comprendre ce qu'il se passe sur un théâtre, quel qu'il soit. Cela s'accompagne par la numérisation des systèmes d'arme et par l'accentuation de la connectivité tous azimuts, et s'appuie largement sur le spatial."

Pour le colonel Bourdeloux, "il y a dans cette guerre deux coalitions spatiales complètes, en opposition quasi frontale. D'une certaine manière, elles se neutralisent. Compte tenu du fait que l'ensemble des belligérants sont des nations modernes, et de leur dépendance à l'espace, personne n'a intérêt à un conflit majeur qui aurait des conséquences catastrophiques dans l'espace." Paraphrasant le général américain de la Seconde Guerre mondiale Montgomery, qui parlait de l'air, il affirme : "Si nous perdons la guerre dans l'espace, nous la perdrons, et nous la perdrons rapidement."

DOCTEUR ZIMA : "DEPUIS CE CONFLIT, LE RÔLE DE L'OTAN EST SURVALORISÉ"

Chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, Amélie Zima est spécialiste de l'OTAN et de la sécurité européenne. Son intervention analyse l'OTAN "entre relégitimation par l'élargissement et échec des partenariats".

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord est au centre du conflit, qui oppose sur son flanc est, à la frontière de plusieurs de ses États membres, deux pays ayant des programmes de partenariat avec elle ; et l'un d'eux, la Russie, la place au cœur d'un "narratif mensonger".

L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN y est présentée comme l'une des raisons pour lesquelles la Russie a envahi son voisin. Pour Amélie Zima, c'est "une idée tout à fait erronée. En effet, l'OTAN n'a jamais fait rentrer l'Ukraine dans son programme de préadhésion. Les Ukrainiens pensaient qu'ils rentreraient dans cette stratégie de préadhésion en 2008, lors du sommet de Bucarest de l'OTAN, mais cela a été refusé. Ce n'est pas revenu sur la table depuis". Le partenariat russe, engagé en 1997 pour contribuer "à construire une Europe plus stable, pacifique et sans division", a été violé par la Russie à trois reprises selon l'OTAN (Géorgie en 2008, Ukraine en 2014 et en 2022).

Un autre récit mensonger russe porte sur la "promesse" qu'aurait formulée l'OTAN de ne jamais s'élargir. "L'OTAN n'a jamais fait cette promesse", rappelle la chercheuse. Il y a eu des discussions orales dans les années 1990, mais des discussions orales ne peuvent engager une organisation.

Organisation défensive pour ses États membres, l'OTAN ne peut entreprendre d'intervention armée dans un État tiers, comme l'Ukraine, sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU. "C'est ce qui explique que l'OTAN n'a pas pu répondre positivement aux demandes du gouvernement ukrainien de mettre en place une zone d'exclusion aérienne au début du conflit. Si l'OTAN le faisait sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, elle deviendrait partie au conflit."

"Depuis ce conflit, le rôle de l'OTAN est donc survalorisé", surtout en comparaison de celui de l'Union européenne, généreuse en financements. Mais la légitimité de l'Alliance est renforcée par les demandes d'adhésion de deux pays neutres, la Suède et la Finlande.

ihedn.fr



La Turquie face à la guerre : une « neutralité engagée »

jeu. 30 mars à 13:57

La diplomatie turque est très active depuis le début de la guerre contre l'Ukraine. Cherchant à être reconnue comme un pilier essentiel de l'Otan dans l'espace proche et moyen-oriental, elle impose à ses partenaires occidentaux une position très autonome, lui permettant de se présenter comme une puissance médiatrice entre la Russie et l'Ukraine.

Le tremblement de terre du 6 février dernier aura des effets politiques, d'abord sur l'issue des élections présidentielles de mai prochain mais peut-être plus largement un effet de déclassement relatif de la Turquie dans la hiérarchie des puissances régionales. La Turquie va devoir mobiliser d'importantes ressources économiques pour se reconstruire, ce qui la contraindra peut-être à limiter ses ambitions diplomatiques, qui sont grandes.

La crise provoquée par l'attaque russe contre l'Ukraine a été vécue par la diplomatie turque comme une opportunité. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP avec Erdogan en 2002, la diplomatie d'Ankara, « puissance à 360 degrés », s'est relancée tous azimuts et elle est aujourd'hui en pleine reconquête. On peut caractériser la position turque comme une forme de « neutralité engagée ». Cette crise a tellement d'implications en cascade sur tout l'environnement de la Turquie que celle-ci a choisi une attitude consistant à se tenir à l'écart et à se rendre utile. Et, jusqu'à présent, la Turquie en a plutôt tiré des bénéfices.

Une puissance adaptable

Pour comprendre ce positionnement, il faut d'abord se rappeler que la Turquie est devenue une « puissance adaptable ». « Puissance », tout d'abord: c'est le progrès des capacités turques, le travail doctrinal réalisé par Ahmet Davutoğlu qui situait la Turquie dans une géographie « néo-ottomane » (en référence à la longue durée de l'histoire impériale turque, plus qu'en référence au nationalisme jeune-turc). Le réseau diplomatique turc est devenu le sixième du monde, il s'est remarquablement étoffé sous l'AKP. Le pays est aussi considéré comme la deuxième puissance militaire au Moyen-Orient, derrière l'Egypte. La Turquie a même mené des opérations hors de ses frontières, ce qui a été scruté de très près par l'Otan. Enfin, les échanges économiques restent un point d'appui essentiel qui concernait par exemple l'Ukraine juste avant le déclenchement de la guerre.

« Adaptable », ensuite parce qu'elle fait preuve de flexibilité en raison de sa volonté d'autonomie, je dirais même son obsession d'autonomie. Celle-ci s'exprime notamment par la volonté de fabriquer ses propres armements. L'objectif est de s'équiper à 80 % par des armements fabriqués par elle-même. Et, effectivement aujourd'hui, les Turcs fabriquent pratiquement tout, sauf des moteurs d'avions. Le rôle des drones turcs dans le conflit en cours témoigne de cette montée en gamme. Les Turcs sont en train de travailler à leur premier avion de chasse, livrable en 2030 puisqu'ils ont été exclus du F-35 américain et qu'ils ont un problème avec les achats de F-16 modernisés. L'objectif turc peut sembler ambitieux mais quand on observe ce qu'ils ont réussi à faire sur la progression de leurs capacités maritimes, on se rend compte que c'est possible. La flexibilité est aussi donnée par le chaos international. La Turquie a fait preuve d'une grande capacité à s'emparer de dossiers difficiles comme en Libye et en Somalie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

Ils se sont impliqués en Syrie à un moment où personne en Occident ne voulait y aller. Ils savent que des opportunités économiques viendront après les conflits. Ou alors ils interviennent là où des gouvernements peuvent rétribuer leur intervention, comme cela a été le cas en Libye. Cet opportunisme consiste aussi à gérer toujours les relations en termes de rapports de force et particulièrement à mettre la pression sur les partenaires européens.

Ankara-Moscou : un compagnonnage géopolitique

Les relations de la Turquie avec le duo russo-ukrainien étaient compliquées avant la guerre. Historiquement, les relations avec la Russie ont toujours été tendues, ce sont des relations d'empire à empire, et des empires qui se sont beaucoup fait la guerre. La Turquie ensuite, fondamentalement, a été dans le camp occidental pendant la Guerre froide, ce qui l'a éloignée de l'U.R.S.S. Et, depuis la fin de la Guerre froide, elle lorgne vers les pays d'Asie centrale sans arriver pleinement à exercer un soft power efficace du point de vue culturel même si, économiquement, elle a des relations importantes, notamment avec le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

Depuis la fin de la Guerre froide, sa relation avec la Russie repose sur des fondements essentiellement économiques, avec notamment une forte dépendance énergétique que la Turquie s'est efforcée de desserrer au cours des trois dernières années. En août 2020, la Russie était toujours le premier fournisseur de gaz de la Turquie, devant l'Azerbaïdjan et l'Iran. En 2022, on estime que la dépendance de la Turquie aux hydrocarbures russes aura été d'un peu moins de 30 %. Les Turcs avaient donc compris que la dépendance aux hydrocarbures pouvait poser problème à un moment avec la Russie. Néanmoins, on a des infrastructures énergétiques qui rendent la Turquie dépendante de la Russie, tout en la valorisant évidemment. Le gazoduc TurkStream inauguré en 2020, qui passe sous la mer Noire en contournant l'Ukraine et alimente la Hongrie via la Serbie, lui permet au passage de se fournir en gaz russe. La construction de la capacité nucléaire turque se fait avec Rosatom, qui construit une centrale nucléaire dans le sud de la Turquie, une deuxième centrale étant annoncée (mais ce projet pourrait être remis en cause par le tremblement de terre). La Russie fournit par ailleurs à la Turquie les deux tiers de ses importations de céréales, une dépendance également difficile à desserrer. Enfin, du point de vue du tourisme, les Russes représentaient le premier groupe de touristes étrangers en Turquie avant la guerre, suivi ensuite par un exode de Russes qui se sont installés en Turquie, à Istanbul notamment, pour fuir l'ambiance de guerre en Russie ou pour mettre leur fortune à l'abri en ce qui concerne les oligarques.

Du point de vue idéologique, on avait un petit pas de deux de puissances révisionnistes, avec une espèce de nostalgie d'empire et de ressentiment anti-européen. Néanmoins, les relations étaient à la limite de la confrontation sur plusieurs dossiers avec une compétition très claire en Syrie où l'on est parvenu finalement à un modus vivendi ; en Libye où les Turcs se vantaient d'avoir été les premiers à réussir à déraciner la présence de Wagner sur un théâtre d'opération où le groupe était actif. Le coup d'État manqué en 2016 en Turquie a marqué un tournant : il semble que Vladimir Poutine a été le premier à prévenir Erdogan qu'un coup d'État était en cours. Il a été en tous cas le premier à le féliciter d'y avoir résisté. Le rapprochement s'est traduit par l'achat du système de défense antiaérienne S-400 russe, qui a préoccupé l'OTAN, ce qui a amené des sanctions américaines. Dans le Caucase, on a assisté à une sorte de cogestion du dossier du Karabagh après la guerre arméno-azerbaïdjanaise de septembre 2020 sur le dos du groupe de Minsk.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Et aujourd'hui une sorte de déprime dans ce dossier où quand même les Turcs sont beaucoup moins vocaux face à la reprise des opérations dans le Karabagh.

Ankara – Kyiv : un partenariat stratégique

Parallèlement, la Turquie s'est aussi rapprochée de l'Ukraine. Ankara avait reconnu l'indépendance de l'Ukraine dès 1991, les relations diplomatiques ont été établies dès le début 1992. L'Ukraine est le seul des pays voisins avec lequel Ankara n'a aucun différend territorial, politique ou autre. L'Ukraine était perçue avant la guerre comme une sorte de tampon contre la Russie. Des intérêts politiques convergents existaient entre les deux pays : une logique de désencerclement face à la Russie, surtout depuis l'annexion de la Crimée et la modernisation de la flotte russe en mer Noire. La Turquie condamne l'annexion de la Crimée même si elle n'applique par les sanctions internationales contre la Russie décidées au moment de l'annexion. La rétrocession de la Crimée à l'Ukraine est reconnue par la Turquie comme une exigence du droit international. La Turquie avait soutenu la position du patriarcat de Constantinople quand celui-ci a aidé l'Eglise orthodoxe ukrainienne à s'émanciper du patriarcat de Moscou.

Les intérêts commerciaux sont également importants entre les deux pays. Beaucoup de touristes ukrainiens venaient en Turquie : ils faisaient partie des cinq premières nationalités recensées dans le pays. Une partie du blé vient aussi d'Ukraine. Enfin, des intérêts militaires lient les deux pays puisque l'Ukraine s'est lancée depuis 2014 dans une entreprise de modernisation de son armée. Elle voyait dans la Turquie le seul partenaire avec lequel faire une vraie coopération en matière de défense. La Turquie vendait ses drones avancés à l'Ukraine, et s'apprêtait à aider l'Ukraine à construire sa première Corvette, lancée officiellement en octobre 2022. Ce partenariat militaire est bénéfique pour les deux pays parce qu'il permet aussi pour la Turquie de surmonter en partie l'embargo militaire qui est imposé par l'OTAN sur certaines pièces en raison du non-respect des droits de l'homme, de la politique de la Turquie dans son voisinage et de l'affaire des S-400, pièces qui peuvent fournir certaines technologies de pointe nécessaires pour la fabrication des drones, de nouveaux tanks et, éventuellement, des avions de chasse.

Enfin, en dehors de ses relations avec la Russie d'un côté et l'Ukraine de l'autre, la Turquie a une politique en mer Noire, avec des enjeux militaires mais également commerciaux extrêmement importants. Pour la Turquie, les détroits ne sont pas seulement des lieux stratégiques d'un point de vue militaire mais aussi un lieu de passage commercial. Les découvertes énergétiques de gaz en mer Noire sont très importantes pour la Turquie afin de réduire sa dépendance énergétique extérieure. En décembre dernier, elle a découvert un nouveau gisement gazier et elle s'applique à le mettre en chantier extrêmement rapidement. Elle vise aussi le désenclavement économique de l'Arménie, ce qui explique pourquoi la Turquie soutient moins l'Azerbaïdjan depuis la reprise de la guerre par celle-ci.

Un profil de médiateur ?

Le positionnement turc de « neutralité engagée » face à la guerre se situe donc dans ce triangle : un compagnonnage géopolitique avec la Russie, un partenariat stratégique avec l'Ukraine et une attention particulière à la mer Noire. C'est un positionnement sui generis qui a consisté très rapidement à condamner fermement l'invasion russe et les annexions de territoire, mais à adopter



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

des stratégies de vote à géométrie variable dans les instances internationales, sans appliquer les sanctions contre la Russie.

Au-delà des paramètres internationaux et géopolitiques évoqués, la Turquie a également choisi de rester neutre pour des raisons de politique intérieure car il est apparu que l'opinion publique turque, selon les sondages, ne souhaitait pas s'engager dans la guerre. Le président Erdogan, qui veut se faire réélire dans quelques mois, ne veut absolument pas s'engager dans des dossiers diplomatiques extérieurs qui pourraient fragiliser sa position. Depuis le début de l'offensive russe, le parallèle avec la position de la Turquie pendant la Seconde Guerre mondiale est fait très couramment en Turquie. Il faut rappeler que celle-ci n'est sortie de sa position de neutralité qu'en février 1945... Dans la mémoire collective turque, la neutralité de la Seconde Guerre mondiale est la position qui a apporté le plus de bénéfices au pays. Lors du déclenchement de l'agression russe, la Turquie a tardé à réagir sur la question des détroits du Bosphore et des Dardanelles.

D'après la convention de Montreux, la Turquie contrôle la circulation dans les détroits. Ankara a temporisé pour parvenir à reconnaître qu'on avait un état de guerre du point de vue légal, quoi qu'en dise la Russie. Le 28 février, Erdogan indique qu'il veut appliquer la convention de Montreux dans l'intérêt de la Turquie, qu'il n'abandonnera ni la Russie ni l'Ukraine, qu'il ne cédera pas non plus sur ses intérêts nationaux : comprenne qui pourra... Le ministre des Affaires étrangères turc annonce ensuite que la Turquie interdira le passage du Bosphore et des Dardanelles à tous les bâtiments de guerre, qu'ils soient ou non sous pavillon des pays riverains de la mer Noire. Evidemment, les navires commerciaux continuent de passer. Il existe un doute sur le fait que des armements pourraient circuler sur des bateaux commerciaux. On s'interroge donc sur un éventuel contournement sous l'œil plus ou moins bienveillant de la Turquie. Il semble de toute façon que la Russie avait déjà renforcé sa flotte de guerre en mer Noire avant d'attaquer l'Ukraine et que la décision turque est arrivée suffisamment tard pour ne pas fâcher les Russes.

Les drones turcs sont devenus emblématiques dans cette guerre puisqu'ils ont joué un rôle très important dans les premiers temps des opérations militaires, en désorganisant les chaînes logistiques russes. Ceci a donné une publicité à la Turquie sur l'efficacité de ce moyen de guerre low cost qu'elle avait déjà utilisé en Syrie et en Libye. D'un point de vue économique, la Turquie a décidé de garder son espace aérien ouvert, elle a accueilli, comme on l'a vu, des Russes qui fuyaient leur pays et elle met en avant sa neutralité comme un atout économique pour attirer les investisseurs. Comme elle refuse d'appliquer les sanctions, elle est soupçonnée de contribuer à les contourner, notamment par des opérations de rebranding d'hydrocarbures russes. Les banques turques ont aussi continué à accepter les cartes de crédit russes.

Du point de vue de la politique intérieure, cette position de neutralité est plébiscitée par la population. Il existe un courant idéologiquement pro-russe au sein de la population, ce qu'on appelle le courant « eurasiste » dont le poids politique est faible mais qui a une certaine influence au sein de l'armée. Un sondage de mai 2022 montre que seulement un peu plus de 33 % des Turcs considéraient que la Russie était responsable de la guerre et que 80 % souhaitaient rester neutres. Cela permet à Erdogan de se poser, dès mars 2022, en faiseur de paix en expliquant qu'il est le seul à pouvoir réussir une médiation entre la Russie et l'Ukraine. Depuis 2021, la Turquie réunit un sommet diplomatique à Antalya, où elle se vante de mettre en contact des diplomates russes et ukrainiens.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Erdogan intervient à chaque risque d'escalade, en communiquant sur sa capacité à parler aux deux parties et à faciliter les pourparlers le jour venu. De fait, c'est la Turquie qui a favorisé l'accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes avec l'ONU. Il faut dire qu'Erdogan est sans doute parmi les chefs d'Etat celui qui connaît le mieux Poutine, sans se faire d'illusion, car il a dû traiter avec lui, y compris en étant brutalement instrumentalisé, sur le terrain syrien.

L'Otan et le non-alignement

Quelles sont les conséquences géopolitiques pour les partenaires de la Turquie ? Dans un premier temps, la crise russo-ukrainienne donne l'impression que la Turquie réintègre pleinement le camp occidental. Elle condamne l'intervention russe. Elle fournit des drones à l'Ukraine. Elle ferme le passage aux navires de guerre dans le Bosphore. Elle se présente aux Américains comme un partenaire essentiel en mer Noire. Mais, dans un deuxième temps, comme elle voit qu'on a besoin d'elle : la Turquie va faire comprendre qu'elle veut peser sur les choix de l'Otan en mettant en avant le dossier qu'elle juge toujours prioritaire, la question kurde et le PKK. Ensuite, la Turquie bloque l'adhésion de la Suède à l'OTAN et, jusqu'en mars, celle de la Finlande. Au point que le gouvernement suédois va probablement devoir patienter plusieurs années.

La Turquie joue donc une partition originale au sein de l'OTAN parce qu'elle considère aujourd'hui qu'elle a intérêt à se placer dans le camp des grands émergents économiques qui veulent porter l'idée de non-alignement. Ce qui lui permet de pousser son avantage en Afrique. Mais la guerre lui permet aussi de renouer le contact sous un nouvel angle avec la Chine, l'Inde, les pays du Golfe.

Quelles conséquences pour ses relations avec la Russie et l'Ukraine au-delà de la guerre ? Pour les Ukrainiens, la Turquie n'est plus un membre du camp occidental mais un intermédiaire vis-à-vis de la Russie. De nouvelles coopérations diplomatiques sont à trouver avec la Russie. Depuis le début de cette guerre, Poutine a favorisé un début de rapprochement entre Bachar el-Assad et Erdogan. L'intérêt de ce rapprochement pour les Turcs, c'est d'avoir les mains libres pour mener une nouvelle opération militaire en Syrie. La relation avec les États-Unis, enfin, reste fondamentale pour les Turcs. Pour des raisons de statut et de prestige, Washington reste un interlocuteur privilégié. Les Turcs veulent aussi obtenir le déblocage de l'armement américain. Et ils veulent être considérés comme le pilier stratégique de l'OTAN dans son voisinage. Ils savent qu'ils ont, sur ce plan, une ouverture avec l'administration Biden. L'Union européenne, finalement, apparaît déclassée.

Que change aujourd'hui la proposition de Communauté Politique européenne (CPE) ? Elle est considérée comme un nouveau canal, qu'il ne faut pas négliger. La Turquie et l'UE ont finalement une série de canaux de dialogue politique et stratégique : le canal de l'adhésion à l'UE, le canal de discussion sur les réfugiés syriens, la modernisation de l'union douanière et maintenant la CPE. Ce qui donne aux Turcs de nouveaux leviers diplomatiques. Dans les suites du séisme qui a touché le pays, on a assisté à un ballet diplomatique impressionnant. De nombreux ministres des Affaires étrangères se sont rendus en Turquie pour exprimer leur solidarité. La Turquie est vraiment perçue comme un acteur international majeur.

C'est ce que la France ne perçoit pas tout à fait dans sa relation avec la Turquie, qui a été tendue sur des dossiers comme la Libye ou la mer Egée. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, l'objectif est de



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

redonner leur fierté aux Turcs sur la scène internationale. C'est une puissance qui s'est beaucoup investie au Moyen-Orient, y compris dans des pays que la France considérerait comme étant dans son champ d'influence. Les diplomates français ont du mal à comprendre pourquoi la Turquie considère qu'elle a un rôle à jouer au Moyen Orient. Ils voient en effet la Turquie moderne, celle d'Atatürk, mais ils n'ont pas perçu le projet « néo-ottoman », appuyé sur les cinq siècles de présence dans la région. La Turquie a réussi à s'entremettre avec l'ensemble des pays de la région de manière suffisamment habile pour qu'aujourd'hui beaucoup d'opinions arabes et de gouvernements considèrent que le néo-ottomanisme est un fait positif des relations internationales. Curieusement, c'est l'idée d'un ottomanisme bienveillant, désintéressé, qui arrive à s'imposer de Rabat à Kaboul, où la Turquie est vue comme une alternative aux anciennes puissances coloniales.

lagrandeconversation.com

Guerre en Ukraine : l'économie russe résiste-t-elle autant que le Kremlin le laisse penser ?

Publié le 22/03/2023 17:41 - Article rédigé par franceinfo - France Télévisions

Alors que Vladimir Poutine défend régulièrement la résilience de l'économie russe face aux sanctions occidentales, la situation pourrait être bien différente de ces déclarations.

Vladimir Poutine le répète depuis plusieurs mois, les sanctions occidentales contre l'économie russe sont inutiles et même contre-productives. Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Union européenne a interdit l'achat de pétrole russe ou encore les échanges avec plusieurs banques russes. Pourtant, l'économie russe semble tenir le choc. D'après le FMI, le pays n'aurait connu qu'une récession "modérée" en 2022, avec une baisse de 2,2% du PIB. Cette idée d'une économie résistante a été largement diffusée mais peut-on vraiment se fier à ces chiffres ?

Des données inaccessibles et des statistiques manipulées

En réalité, de nombreuses données sont inaccessibles et ont été classées "secret défense" au début de la guerre. Cela concerne, entre autres, les données sur le commerce extérieur, les données mensuelles sur le pétrole ou le gaz ou encore celles liées aux réserves de la banque centrale russe. *"Ne pas donner accès à ces données (...), c'est une façon pour le Kremlin de compliquer la tâche des économistes, notamment occidentaux, qui vont vouloir poser un diagnostic objectif"*, indique Agathe Demairals, directrice des prévisions mondiales de l'Economist Intelligence Unit. Deuxième problème, les données restées publiques sont-elles fiables ? Rostat, l'organisme officiel de statistiques russes, aurait déjà subi des pressions pour modifier ces chiffres et certaines statistiques officielles seraient à prendre avec des pincettes. Par ailleurs, la manipulation de statistiques fait partie intégrante de la stratégie de communication russe. Dire que l'économie russe résiste bien aux sanctions semble donc compliqué, vu le manque d'informations fiables dont disposent les économistes



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

Quel impact aura la guerre en Ukraine sur l'OTAN et l'UE ?

lun. 27 mars à 09:46

Si l'OTAN sort renforcée de la guerre en Ukraine, il est indispensable d'avoir conscience de ses limites et des adaptations à y apporter, notamment en visant à ce que les Européens y jouent un plus grand rôle. En complément, l'Union européenne doit se réveiller et viser à plus d'autonomie stratégique. Un de ses champs d'application pourrait être l'Afrique, continent aujourd'hui très déstabilisé. C'est ce que s'emploie à nous démontrer le GCA (2S) Olivier Rittiman.

La guerre généralisée menée par la Russie sur son voisin ukrainien depuis le 24 février 2022, démontre clairement la réalité de la menace russe pour la sécurité de l'espace euro-atlantique. S'il était encore permis d'en douter, l'agitation de représailles nucléaires par le président Poutine en cas d'ingérence extérieure finit de poser la Russie comme un acteur malveillant cherchant à remettre en cause l'ordre établi et la paix internationale. Dans ce contexte cependant, ni l'OTAN, ni l'Union européenne ne sont en mesure d'agir directement pour défendre l'Ukraine, car elles ne souhaitent pas une confrontation directe avec la Russie. Seuls des sanctions économiques et un isolement international sont donc possibles. Ceci dit, même si une action militaire directe contre les forces russes est exclue, la guerre ukrainienne a déjà des conséquences à la fois sur l'OTAN qu'elle conforte dans sa mission, et sur la réflexion stratégique européenne, qu'elle semble dynamiser au-delà de toute espérance.

Une OTAN renforcée et confortée dans sa mission.

Si l'invasion russe en Géorgie de 2008 illustra déjà clairement la volonté du Kremlin d'empêcher tout élargissement de l'OTAN, occupés par les opérations en Afghanistan, la plupart des Alliés choisit d'ignorer le coup de force russe, le mettant sur le compte d'une provocation géorgienne. Le réveil fut donc d'autant plus brutal au moment de l'annexion russe de la Crimée et du soutien apporté par Moscou aux indépendantistes du Donbass en 2014. Malgré l'évidence d'un retour hégémonique russe sur son ancienne zone d'influence soviétique, tous les Alliés ne partageaient pas encore la même perception de la menace, arguant du fait que jamais la Russie ne s'attaquerait au territoire de l'Alliance.

L'invasion russe de l'Ukraine et la guerre qui s'y déroule depuis ont fini de déciller même les plus sceptiques. Certes, le territoire de l'Alliance n'est pas sous attaque, mais la méthode et les moyens employés par l'armée russe ne peuvent qu'inquiéter les voisins immédiats, à l'instar de la Pologne ou des pays baltes, mais de manière plus générale tous les pays de l'Alliance. Les menaces nucléaires brandies par le maître du Kremlin, si elles manquent de subtilité, ont au moins l'avantage de réaffirmer le caractère nucléaire de l'Alliance et la validité de son article V, traitant de la défense collective. L'attitude russe valide aussi les actions prises depuis 2014, telles que les mesures de police du ciel et les déploiements de bataillons dans les pays baltes et la Pologne, et provoque même leur renforcement avec un nouveau déploiement français en Roumanie. La cohésion de l'Alliance est donc considérablement renforcée et la définition de la menace ne fait plus aucun doute à présent, même les plus rétifs en matière de dépenses de défense se lançant à présent dans un rattrapage massif, à l'instar de l'Allemagne qui débloque 100 milliards d'euros pour moderniser sa défense.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

La Suède et la Finlande, pays partenaires, ont déposé leur demande d'adhésion à l'OTAN, tant le statut d'Allié présente des garanties face à une Russie qui a choisi de recouvrer le contrôle de son « étranger proche ».

Disposant d'un mécanisme décisionnel politico-militaire, d'états-majors permanents, de plans de défense, de la présence de troupes américaines qui garantissent le lien transatlantique, l'OTAN confirme ainsi qu'elle est la seule organisation crédible et pertinente quand il s'agit de défendre l'Europe. C'est bien dans le cadre de l'OTAN que sont prises les mesures de renforcement des alertes, de déploiements de forces additionnelles et d'activation des plans de défense, l'Union européenne ne disposant pas de ces mécanismes militaires. Il est ainsi significatif que même la France, qui promeut l'idée d'une autonomie stratégique de l'UE, s'intègre parfaitement dans le cadre OTAN pour cette crise, puisqu'elle fournit la force de très haute réactivité et a déployé un bataillon en Roumanie et des avions en Pologne.

Mais au-delà de ce satisfecit, l'OTAN doit prendre garde à soigner son image par rapport à ses partenaires. En effet, si aux yeux des Alliés l'organisation remplit son office, certains partenaires pourraient être amenés à douter de l'utilité du maintien d'une relation avec l'OTAN. Parmi les trois tâches essentielles de l'Alliance, outre la défense collective, figurent la gestion de crise et la sécurité coopérative. Pour cette dernière, il s'agit en particulier d'aider les partenaires à stabiliser leur zone en les conseillant sur la refonte de leur appareil de défense et de leurs capacités. Or, en l'espèce, la fin de mission en Afghanistan résonne pour le moins comme un contre-exemple, voire un échec : après une vingtaine d'années de « Defence Capacity Building », l'armée afghane s'est effondrée en quelques jours. Des pays du Sud pourraient ainsi se poser la question de la valeur du DCB OTAN, surtout s'il n'est pas encadré par des aides sur lesquelles nous reviendrons plus loin. Néanmoins, la résistance efficace des forces ukrainiennes peut sans doute être mise au crédit du DCB OTAN dans ce pays depuis 2014.

En ce qui concerne la gestion de crise, pour des raisons évidentes de maîtrise de l'escalade, l'OTAN est impuissante à gérer celle qui se déroule à ses portes. Certains partenaires pourraient donc se demander si l'OTAN a encore les moyens de sa politique de la porte ouverte, voire même si elle peut encore s'imposer comme un acteur majeur du système de sécurité européen. Certains partenaires pourraient en effet faire le constat de ce que l'OTAN ne peut pas tenir tête à la Russie pour secourir une démocratie — en dépit de ses déclarations sur les valeurs partagées — et un partenaire particulièrement choyé depuis des années, l'Ukraine, de peur d'une escalade nucléaire. Ils pourraient en conclure que leur avenir ne se présenterait pas bien à l'aune d'un rapprochement avec l'OTAN, et qu'il vaut donc mieux faire allégeance à la Russie. En l'état actuel du conflit, rien ne permet de dire si c'est cette analyse qui prévaudra, mais l'action russe vise aussi à faire un exemple avec l'Ukraine pour éviter de nouvelles « défections ». Moscou compte sans doute sur la lourdeur administrative des structures occidentales et la lenteur de leur processus d'intégration qui peuvent décourager les candidats, surtout s'il existe un conflit gelé sur leur territoire. Mais le calcul pourrait être mauvais : en effet, alors qu'auparavant les aspirants à l'UE entraient d'abord à l'OTAN, on assiste à un renversement de situation avec la recommandation par la Commission européenne d'accorder le statut de candidat à l'adhésion à l'Ukraine, à la Moldavie et à la Géorgie, en dépit de leur situation.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

Un réveil de la défense européenne

Le poids économique de l'UE vient renforcer le message de défense collective de l'OTAN et matérialise concrètement une réponse coordonnée sur le plan des sanctions que l'OTAN ne peut pas apporter. L'OTAN en contrepartie prépare la défense de son territoire, dans la droite ligne de la coopération institutionnelle entre les deux organisations. On pense ici aux questions de mobilité militaire, de défense cyber ou de résilience qui font partie des mesures de coopération conjointes. La guerre en Ukraine pousse cette coopération comme jamais auparavant, et le front uni des États membres de l'UE quant aux sanctions est rassurant quant à la prise de conscience du danger, et quant à la nécessité d'exister enfin en tant que puissance.

En effet, depuis des générations, le fait militaire était secondaire dans l'Union européenne. La géopolitique ne figurait pas dans le vocabulaire de l'Union et elle se voyait principalement comme une union économique dont le succès devait lui permettre de rayonner dans un monde idéal, où tous aspireraient à lui ressembler. La violence de l'incursion russe et les déclarations belliqueuses de Poutine ont enfin fait réaliser à l'UE que le monde dans lequel elle évoluait n'était ni amical ni sensible à son exemplarité. Le retour de la compétition entre grandes puissances, la montée de la Chine, l'aventurisme de la Russie sont autant de facteurs qui ont fait comprendre aux Européens que pour exister à l'avenir, il fallait être puissant et capable de défendre ses intérêts. L'action qui s'en est suivie a été radicale avec la décision de livrer de l'armement létal à l'Ukraine, un tabou jusqu'alors absolu. Au-delà des livraisons bilatérales, il s'agit bien d'une action coordonnée par l'UE qui met en place un fonds de 500 millions d'euros à cet effet. Il s'agit de rembourser les pays individuels qui prélèvent cet armement sur leurs propres stocks au travers de la facilité européenne de paix, au plafond de 5 milliards d'euros pour la période 2021-2027. La liste des pays qui souhaite livrer des armes à l'Ukraine ne cesse de s'allonger, en dépit des protestations russes, et on peut donc considérer que Poutine a réveillé l'esprit européen de défense.

Si elle n'a pas les moyens de s'engager en Ukraine, l'UE déploie cependant une opération dans une zone extrêmement sensible pour sa stabilité, à savoir les Balkans, avec l'opération Althéa en Bosnie-Herzégovine. Cette dernière mission, qui ronronnait depuis des années, vient de reprendre une pertinence toute nouvelle avec le risque de déstabilisation des Balkans par la Russie en marge de sa guerre en Ukraine. Les renforts récents déployés en Bosnie montrent que l'UE en a bien conscience et qu'elle remplit la mission qu'elle avait héritée de l'OTAN en 2005.

Mais de manière plus générale, elle n'a évidemment pas les moyens de faire face militairement à une crise majeure en Europe, car ses outils demeurent modestes : deux bataillons en alerte qui n'ont jamais été employés, une capacité de planification et de conduite (Military Planning and Conduct Capability, MPCC) qui reste embryonnaire, un état-major militaire modeste faisant le grand écart entre le niveau politique et le niveau tactique, et des missions extérieures qui se limitent à des actions de formation en Afrique (EU Training Mission, EUTM), à l'exception d'EUFOR Tchad/RCA (2007-2009), puis EUFOR-RCA (2014-2015), modestes opérations militaires placées sous chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ainsi que quelques opérations maritimes en sus d'Althéa. À l'aune de la crise actuelle en Ukraine, le tout est bien insuffisant, et de nombreux efforts doivent encore être consentis pour en faire un outil crédible. Compte tenu de la place qu'occupe l'OTAN dans le raisonnement stratégique de la plupart des états membres de l'UE, une capacité propre n'est



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

pas encore prête à détrôner l'Alliance atlantique, et ce n'est sans doute pas souhaitable si l'on veut conserver un lien transatlantique solide.

La validité de l'autonomie stratégique européenne Or ce lien, pour indispensable qu'il soit, reste fragile. La carence de leadership américain, voire l'hostilité manifestée par la présidence Trump vis-à-vis de ses alliés, avaient relancé le débat sur la question de l'autonomie stratégique européenne. Les assurances données par l'administration Biden sur la restauration du lien transatlantique avaient, elles, été ébranlées par l'évacuation catastrophique et non coordonnée de Kaboul et l'interférence américaine dans le contrat des sous-marins australiens. La guerre en Ukraine vient mettre un terme à la crise de confiance entre Européens et Américains, car à l'évidence ces derniers ont répondu présent et s'avèrent indispensables dans ce contexte de défense de l'Europe.

Ceci dit, réfléchir à une autonomie stratégique européenne reste pertinent et nécessaire, car les contributions américaines pourraient se dégrader à l'avenir si les États-Unis devaient s'impliquer davantage en Asie. Cette autonomie stratégique dépasse bien sûr le seul cadre de la défense et englobe des domaines aussi variés que l'accès assuré aux matières premières, le contrôle de bout en bout des productions stratégiques, la protection des réseaux, l'approvisionnement énergétique, la capacité à influencer les marchés et le commerce, pour n'en nommer que quelques-uns. Mais tout cela ne peut fonctionner que s'il existe un volet défense crédible et efficace qui permette de protéger les intérêts menacés ou d'intervenir pour prévenir ou stabiliser une crise. Donc, si le besoin d'autonomie stratégique ne peut être nié, il ne peut pas non plus être dissocié de son volet défense.

L'objectif final de l'autonomie stratégique doit permettre de se dégager de cette dépendance, mais on en est encore loin comme le démontre la guerre en Ukraine : l'Europe ne peut pas seule assurer sa défense sans l'appui des Américains et cette situation perdurera encore de nombreuses années. Il est cependant souhaitable que les nations européennes continuent leur effort de défense afin de soulager les États-Unis, par exemple en acquérant des capacités et des moyens qui permettraient de s'opposer à une incursion initiale, donnant ainsi du temps pour le déploiement des renforts américains. La guerre en Ukraine pousse là aussi à un accroissement considérable des budgets de défense des Européens. De plus, impliquer l'Europe dans des zones périphériques turbulentes permettrait aux États-Unis de mieux se concentrer sur l'effort principal et donnerait davantage de crédibilité aux Européens.

Un champ d'application potentiel

La guerre en Ukraine servira certainement à recentrer l'OTAN sur sa mission principale, la défense collective, mais les deux autres tâches resteront vraisemblablement dans le nouveau concept stratégique. Il s'agit donc de définir le contexte dans lequel cette autonomie européenne pourrait s'exercer et de déterminer quelles tâches l'Union pourrait prendre en charge pour soulager l'OTAN, ou en d'autres termes, comment diviser le travail entre l'OTAN et l'UE. Par exemple, acter du fait que seule l'OTAN, dans un horizon visible, est capable d'assurer la défense « haut du spectre », c'est-à-dire la défense de l'Europe face à une menace conventionnelle, nucléaire ou hybride. En contrepartie, accepter aussi que l'Union européenne soit le choix préférentiel pour les opérations de gestion de crise, pouvant aller de l'entraînement et du conseil, à la stabilisation post-conflit, la



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

sécurité maritime, le développement des capacités des armées locales, jusqu'à une opération de haute intensité.

Le flanc Sud et singulièrement l'Afrique pourrait être son champ d'action. Il s'agit d'une zone d'instabilité, marquée par le manque de gouvernance, la pauvreté et la corruption qui engendrent terrorisme et criminalité ainsi qu'émigration de masse, en particulier vers l'Europe. Ce n'est donc pas un problème américain, et l'OTAN n'est sans doute pas la réponse appropriée, car une solution seulement militaire ne suffit pas. Il convient de traiter le problème en profondeur avec une réponse économique et sociale, comme le prévoit le projet Global Gateway, qui permette de stabiliser ces pays, de fixer leur population.

La tâche est difficile, car il faut convaincre à la fois les Européens et les Africains de son bien-fondé, et il faut enrayer la concurrence chinoise, particulièrement active sur ce continent.

On parle ici d'un marché potentiel gigantesque avec une population qui va exploser en termes de croissance. Si l'Europe veut continuer à exister sur la scène mondiale, elle ne peut pas laisser ce marché aux Chinois, et l'UE doit impérativement concurrencer les « Nouvelles Routes de la Soie » en offrant aux Africains une alternative au piège de la dette chinoise. Une implication coordonnée et volontaire de l'UE en Afrique permettrait aussi de contrecarrer les efforts russes, tant sur le plan de la désinformation cherchant à discréditer l'Occident que de la mise en place de groupes mercenaires dont le but est la prédation de ressources en favorisant le maintien en place de régimes corrompus.

On parle d'un réservoir colossal de matières premières stratégiques : hydrocarbures, terres rares, minerais divers, uranium, mais aussi potentiel agricole. Au moment, où elle réalise que 48% de son pétrole et 43% de son gaz proviennent de Russie, l'Europe doit impérativement trouver d'autres sources d'approvisionnement, si elle veut pouvoir se dégager de cette dépendance qui contraint ses marges de manœuvre. Certes, le front des sanctions est solide pour le moment, mais si la crise s'éternise, rien ne garantit que les gouvernements européens puissent maintenir une telle fermeté lorsque qu'ils seront mis sous pression par leurs consommateurs, et cela fait peut-être partie du calcul de Poutine. La France est sans doute le pays le moins dépendant de l'énergie russe, car elle dispose de sa propre énergie nucléaire, mais c'est loin d'être le cas pour les autres Européens qui envisagent même une réouverture des mines de charbon, tout cela au détriment de la transition énergétique qui figurait très haut sur l'agenda européen. Construire des infrastructures supplémentaires capables de recevoir le gaz liquéfié américain demandera du temps et créera une autre forme de dépendance. Il est donc logique que l'UE se tourne vers l'Afrique pour y établir ou y renforcer des relations commerciales qui lui permettront de diversifier ses fournisseurs.

Pour cela, il s'agit d'une part d'injecter une aide massive rapide pour soutenir les États fragiles, et surtout en parallèle de développer les capacités locales en matière de gouvernance politique, économique, sociétale, donc du véritable « Nation Building », mais avec une unité de commandement et d'action que seule l'Union européenne peut apporter. C'est seulement si un tel package est réuni qu'une action militaire peut avoir du sens : elle peut se limiter à des actions de formation à l'instar des EUTM, mais elle peut aussi prendre la forme d'une opération de plus grande envergure, planifiée et commandée par l'UE.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Ainsi la MPCC démontrerait toute sa pertinence : en agissant sur ce flanc sud et en laissant la défense de l'Europe à l'OTAN, elle tuerait définitivement l'argument de la duplication entre les deux organisations.

En définissant ainsi à la fois les missions et les théâtres d'engagement potentiels, il est possible de clairement démontrer à l'ensemble des Européens qu'il y a des missions ou des lieux où les États-Unis n'ont aucun intérêt à s'engager, mais qui sont du plus grand intérêt pour l'Europe. Le défi consistera certes à convaincre les pays d'Europe centrale et orientale confrontés à la proximité de la menace russe. Mais pour autant, l'Union ne doit pas laisser les situations se détériorer faute de moyens propres. Pour y parvenir, il s'agit d'avoir la capacité d'apprécier une situation indépendamment des États-Unis, puis de déterminer un objectif politique commun pour appréhender la crise, et enfin de décider ou non d'intervenir, mais en sachant qu'on en a les moyens. Le choix de la non-intervention ne doit donc plus être un choix par défaut de moyens, mais bien un choix assumé.

En synthèse

La guerre en Ukraine justifie pleinement l'existence de l'OTAN et constitue une démonstration éclatante de son caractère indispensable. Plus que jamais, l'Alliance atlantique reste le garant de la sécurité européenne face à une menace russe, car elle représente le seul forum permanent réunissant au quotidien Américains et Européens. L'OTAN dispose de mécanismes et de procédures rodées et éprouvées, d'états-majors permanents multinationaux, de plans de défense et de missions permanentes et les Américains — commandeurs comme troupes — y sont présents à tous les niveaux, véritables garants du lien transatlantique.

Les Européens seuls ne sont pas encore en mesure de prendre le relais des Américains, mais pourraient jouer un plus grand rôle au sein de l'OTAN, comme semblent le démontrer les efforts en matière de dépenses militaires et les dernières annonces en date. L'invasion russe en Ukraine a servi d'électrochoc à l'UE qui prend enfin la mesure des réalités géopolitiques. Cette prise de conscience pourrait déboucher sur le développement de la culture stratégique et sécuritaire d'une organisation à l'origine principalement dédiée au commerce et à l'économie.

Afin de pouvoir un jour prendre en charge leur propre défense, les Européens doivent s'essayer sur un créneau à la mesure de leurs capacités actuelles. Leur autonomie stratégique initiale pourrait envisager l'Afrique comme son champ d'application, pour des raisons de proximité, d'intérêt économique et de stabilité.

L'OTAN étant pleinement occupée par la menace russe pourrait convenir d'une répartition des tâches avec l'Union européenne, en laissant le champ libre à cette dernière sur le flanc Sud. L'intérêt de cette démarche serait de spécialiser les organisations dans leur domaine de prédilection à savoir la défense collective, haut du spectre pour l'OTAN, et la gestion de crise hors zone accompagnée d'actions de développement pour l'Europe, dans le but de contribuer à stabiliser son environnement africain, de limiter les flux migratoires en provenance du continent et d'y contrer l'influence russe et chinoise.



Vous avez dit « sphères d'influence » ? Le néoréalisme face à la guerre russo-ukrainienne

jeu. 9 mars à 15:03

L'approche néoréaliste des relations internationales, qui insiste sur le poids des conflits entre puissances et des rapports de force matériels, connaît paradoxalement une crise de légitimité à l'occasion de la guerre russo-ukrainienne. Paradoxalement, car on aurait pu penser que le retour de la guerre de haute intensité en Europe, dans un contexte de compétition exacerbée entre grandes puissances, aurait été de nature, au contraire, à renouveler l'intérêt pour cette approche. Pourtant, les publications se multiplient qui présentent le néoréalisme comme une citadelle assiégée, que ses partisans seraient contraints de défendre.

En cause, les thèses de deux théoriciens majeurs du néoréalisme, John Mearsheimer et Stephen Walt, selon lesquels l'Occident serait responsable du déclenchement de la guerre. Leur principal argument est que l'OTAN aurait eu l'imprudence d'interférer avec la sphère d'influence traditionnelle de la Russie en s'étendant à l'Est d'abord, puis en coopérant avec l'Ukraine, ce qui aurait poussé logiquement Moscou à réagir pour protéger sa sécurité menacée. De nombreux auteurs ont critiqué ce raisonnement en soulignant les limites de l'approche néoréaliste elle-même, et de son obsession pour la puissance.

Je soutiens ici que la politique ukrainienne de l'Occident est en fait beaucoup plus conforme à la logique néoréaliste que ce que les chefs de file de ce courant veulent bien le dire. Au cœur de ce débat, se trouve le concept de sphère d'influence, ou encore d'arrière-cour, de pré carré ou de chasse-gardée. Ces notions sont souvent mobilisées par les réalistes, mais rarement analysées.

Mon principal argument est que la réalité derrière ces termes est en fait plus dynamique qu'on ne le pense souvent, ce qui explique les partis-pris biaisés de certains néoréalistes.

Le néoréalisme et la guerre russo-ukrainienne

Tout d'abord, une précaution méthodologique. La plupart des théories des relations internationales concentrent leurs explications sur un niveau d'analyse particulier. Par exemple, la théorie néoréaliste de l'équilibre de la puissance se positionne au niveau du système international. De ce fait, cette théorie ne peut rendre compte de toutes les dimensions d'un événement historique particulier. Comme le dit Kenneth Waltz, le père du néoréalisme, la théorie de l'équilibre de la puissance nous permet de comprendre « les pressions auxquelles les États sont soumis » (p. 71), mais elle « ne nous dit pas pourquoi l'État X a fait ceci ou cela mardi dernier » (p. 121). Même si nous partons du principe que la logique de l'équilibre de la puissance est un facteur important dans la dynamique de la guerre russo-ukrainienne, cela ne signifie en aucun cas que Poutine soit animé par un souci rationnel de la sécurité de son pays plutôt que par un désir paranoïaque de conquêtes. Les facteurs systémiques ne permettent pas, à eux seuls, de répondre à des questions portant sur les motivations et la psychologie des dirigeants. Une analyse néoréaliste ne peut donc en soi conclure que la Russie ne chercherait qu'à assurer sa sécurité face à l'OTAN.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Deuxièmement, le problème de l'évaluation de la politique ukrainienne des Occidentaux. Même en supposant que l'invasion de l'Ukraine par la Russie est essentiellement une tentative de contrer la dynamique d'élargissement de l'OTAN, suivant une logique d'équilibre de la puissance, cela signifie-t-il pour autant que les Occidentaux sont dans leur tort, comme l'affirme Mearsheimer ? Le fait que la Russie se sente menacée par la puissance de l'Occident ne signifie pas que l'Occident doit reculer. Rechercher la paix en retenant volontairement sa propre puissance peut être une option dans le paradigme libéral, mais pas dans une perspective néoréaliste.

Si l'on suit la logique néoréaliste de l'équilibre de la menace, théorisée par Walt, la tendance de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN à s'étendre vers l'Est s'explique très bien. Pour Walt, les États forment des alliances pour contrer ce qu'ils perçoivent comme la principale menace pesant sur eux. Cette menace s'évalue en termes de puissance agrégée, de capacités offensives, mais aussi de proximité géographique et d'intention agressive. Pour les pays d'Europe centrale et orientale en particulier, la Russie est par sa taille, ses moyens offensifs tournés vers l'Europe, sa proximité immédiate et son agressivité présente et passée, une menace indiscutable, qui justifie que les États menacés se coalisent dans le cadre de l'OTAN et de l'UE.

Ce point est encore plus évident si nous nous plaçons du point de vue du néoréalisme offensif, théorisé par Mearsheimer. Selon cette approche, les États sont incités à « maximiser leur puissance relative parce que c'est la meilleure façon de maximiser leur sécurité » (p. 21). Ainsi, un néoréaliste offensif pourrait considérer que, si l'OTAN avait fait preuve de plus de retenue dans les années 1990 en refusant de s'étendre vers l'Est, cela n'aurait pas nécessairement conduit la Russie à être moins agressive. Aujourd'hui, la confrontation entre l'Occident et la Russie, au lieu d'avoir lieu en Ukraine, se déroulerait peut-être tout simplement en Pologne, et dans des conditions beaucoup plus défavorables pour l'OTAN. Certains théoriciens ont même suggéré que s'il y avait un reproche à adresser à l'OTAN, ce serait plutôt de ne pas avoir intégré l'Ukraine tant qu'il en était encore temps, afin de dissuader l'agression russe.

Sphères d'influence et équilibre des enjeux Comment arbitrer ce débat ? Suivant une logique néoréaliste, la principale erreur qu'un dirigeant puisse commettre est de prendre des décisions sur la base d'une appréciation erronée de la force et de la détermination des acteurs en présence. Et les guerres ne sont pas tant le résultat des ambitions des puissances que de leur incapacité à s'entendre sur leurs chances respectives de victoire. En ce sens, un néoréaliste peut parfaitement soutenir que c'est Poutine qui a eu tort, non pas tant d'un point de vue moral que parce qu'il a surestimé la puissance de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine et de l'Occident ; et à l'inverse, les Occidentaux auraient raison de rester fermes face à la Russie et de ne pas sous-estimer leur capacité de résistance.

Comment évaluer cette capacité de résistance ? La variable clef est en fait ici non pas tant la force relative des adversaires que leur détermination relative, et en définitive, la valeur que chacun accorde à l'enjeu du conflit qu'est le contrôle de l'Ukraine. On passe ainsi de l'équilibre de la puissance à l'équilibre des enjeux.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Ainsi, selon Mearsheimer, l'Ukraine est un enjeu existentiel pour la Russie mais secondaire pour l'Occident. Pour lui, la politique ukrainienne de la Russie est l'équivalent de la doctrine Monroe sur le continent américain. Dans les deux cas, une grande puissance revendique une sphère d'influence exclusive sur son voisinage. À l'inverse, selon Mearsheimer, « les États-Unis et leurs alliés européens ne considèrent pas l'Ukraine comme un intérêt stratégique essentiel ». Autrement dit, l'Ukraine ne fait pas partie de la sphère d'influence occidentale. Suivant cette vision des choses, l'Occident aurait sous-estimé la valeur de l'enjeu ukrainien pour la Russie et donc la détermination russe à défendre son pré carré. Face à une Russie plus intéressée à la victoire et plus déterminée, les Occidentaux n'auraient plus qu'à opérer un repli prudent.

Cependant, à l'encontre de cette thèse, l'on pourrait tout aussi bien faire valoir qu'une Ukraine indépendante est également essentielle à la sécurité de l'OTAN. Pour les États européens en particulier, l'Ukraine fait aussi partie du voisinage. Les efforts occidentaux pour maintenir l'Ukraine hors de la domination russe ne sont donc pas moins rationnels que les efforts russes pour maintenir l'Ukraine hors de l'OTAN.

L'équilibre des enjeux est aussi crucial que l'équilibre de la puissance pour qui veut comprendre le sort d'une guerre. Par exemple, dans *The Tragedy of Great Power Politics* (p. 60), Mearsheimer écrit : « Peu de gens nieraient que les États-Unis étaient un État beaucoup plus puissant que le Nord-Vietnam, et pourtant l'État le plus faible a pu vaincre le plus fort dans la guerre du Vietnam (1965-72) parce que des facteurs non matériels l'ont emporté sur l'équilibre de la puissance »[1]. En fait, l'équilibre de la puissance favorable aux États-Unis a été contrebalancé par un facteur largement matériel : l'équilibre des enjeux. Le territoire du Vietnam avait beaucoup plus de valeur et d'utilité pour les Nord-Vietnamiens que pour les Américains, ce qui explique en grande partie pourquoi les premiers étaient prêts à faire des sacrifices beaucoup plus importants que les seconds en vue d'obtenir la victoire.

Bien qu'il soit difficile d'évaluer la valeur qu'a l'Ukraine pour la Russie et pour l'Occident, nous pouvons faire une observation importante : l'équilibre des enjeux évolue rapidement en faveur de l'Occident. Au fur et à mesure que la guerre stimule la résistance et le sentiment antirusse des Ukrainiens, la valeur pour la Russie d'une Ukraine (ou d'une partie de celle-ci) potentiellement sous contrôle de Moscou tend à décroître. Tout comme les puissances européennes l'ont appris à leurs dépens pendant la décolonisation, une société hostile et mobilisée peut être très coûteuse à occuper sur le long terme et tend même à devenir davantage un fardeau qu'un atout sur la scène internationale. Cela explique pourquoi des possessions initialement considérées comme essentielles au maintien de la puissance et du prestige du Royaume-Uni ou de la France, comme l'Inde ou l'Algérie, ont fini par être abandonnées, même si les troupes du colonisateur n'avaient pas subi de défaite militaire décisive sur le terrain. L'enjeu n'en valait tout simplement plus la peine.

À l'inverse, la guerre russo-ukrainienne a considérablement augmenté la valeur de l'Ukraine pour l'Occident. En quelques mois, l'Ukraine s'est révélée être un rempart très efficace contre l'expansionnisme russe et, de facto, le fer de lance de la défense de l'Europe. La capacité de l'Ukraine à immobiliser l'armée russe, à réduire considérablement ses capacités et à mettre en lumière ses faiblesses, contribue beaucoup plus à la sécurité de l'OTAN que ne le font la plupart des États membres. Même à plus long terme, pouvoir compter sur les compétences militaires,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

l'expérience unique du combat et la force morale du peuple ukrainien représenterait pour l'OTAN un atout considérable.

L'arrière-cour

En résumé, une Russie victorieuse gagnerait une colonie ruineuse ; un Occident victorieux gagnerait un allié précieux. Dans la bataille pour l'Ukraine, la Russie a de moins en moins à gagner, tandis que l'Occident a de plus en plus à gagner, ce qui pourrait en définitive influencer leurs incitations respectives à investir dans le conflit. Cette dynamique nous permet de mieux comprendre, par exemple, pourquoi les élargissements à l'Ukraine de l'UE et de l'OTAN pouvaient sembler des prises de risque inutiles il y a peu, mais apparaissent aujourd'hui de plus en plus comme des investissements raisonnables. L'enjeu en vaut désormais la peine.

Dans son article de 2014, Mearsheimer écrivait : « L'Occident s'est installé dans l'arrière-cour de la Russie et a menacé ses intérêts stratégiques fondamentaux ». Si nous définissons « l'arrière-cour » d'une grande puissance comme une zone géographiquement proche dans laquelle elle a à la fois une influence politique privilégiée et des intérêts particuliers à préserver, nous pouvons conclure que cette relation tend à se renverser aujourd'hui. En attaquant l'Ukraine, la Russie a imprudemment menacé les intérêts stratégiques de l'Occident et en subit maintenant les conséquences. Car l'Ukraine est désormais « l'arrière-cour » de l'UE et de l'OTAN.

[1] "Few would deny that the United States was a vastly more powerful state than North Vietnam, yet the weaker state was able to defeat the stronger in the Vietnam War (1965–72) because non-material factors trumped the balance of power".

lerubicon.org

Les armes nucléaires de la France et l'Europe : Options pour une politique de dissuasion mieux coordonnée

jeu. 30 mars à 13:57

La mise en place d'un parapluie nucléaire français pour l'Europe, en remplacement de la garantie nucléaire américaine, serait confrontée à des défis politiques et militaro-techniques majeurs.

Néanmoins, en raison de l'incertitude croissante en Europe et en Asie, il serait judicieux que le gouvernement fédéral allemand se penche sur des scénarios et des options allant au-delà de l'architecture actuelle de la dissuasion. Il serait notamment envisageable que la France assume de manière plus visible un rôle complémentaire à la dissuasion nucléaire élargie des États-Unis. Cela pourrait prendre différentes formes, allant de consultations renforcées à des exercices nucléaires conjoints. Même si de telles mesures sont peu probables à l'heure actuelle, les intérêts des États-Unis et des Européens semblent converger de manière à permettre une politique de dissuasion occidentale mieux coordonnée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et sa rhétorique nucléaire ont relancé le débat sur la dissuasion en Allemagne. Dans ce contexte, les élites politiques, en particulier celles issues de la classe moyenne, soulèvent régulièrement l'idée d'une réassurance nucléaire française qui bénéficierait à l'Europe. Il existe en effet des doutes croissants concernant le maintien des garanties de sécurité américaines, Washington se focalisant de plus en plus sur l'Asie malgré la guerre en Ukraine.

Depuis les débuts de la Guerre froide, les alliés européens de l'OTAN ont fondé leur sécurité sur les promesses de protection de Washington. La sécurité européenne continue donc de dépendre en fin de compte de la crédibilité du gouvernement américain à mener non seulement une guerre conventionnelle, mais aussi à utiliser des armes nucléaires dans des cas extrêmes. La réaction américaine aux ambitions croissantes de Pékin, mais aussi les pressions politiques internes de plus en plus fortes aux États-Unis, ont renforcé les doutes quant à leur engagement à long terme en Europe.

Face à cela, certains observateurs et observatrices se tournent régulièrement vers Paris. Deux exigences sont régulièrement formulées. D'une part, l'idée que les armes nucléaires françaises puissent remplacer intégralement la dissuasion nucléaire élargie des États-Unis est parfois évoquée. D'autres, au contraire, demandent simplement à la France de renforcer la réassurance nucléaire de Washington.

La dimension européenne

Les propositions du gouvernement français ont cependant toujours été beaucoup plus limitées. Ainsi, dans son discours sur la stratégie de défense et de dissuasion prononcé à l'École de Guerre en février 2020, le président Emmanuel Macron a abordé deux aspects en particulier. Il a réaffirmé la solidarité de la France envers ses alliés européens et a souligné que les « intérêts vitaux » de la France avaient une « dimension européenne ». Déjà pendant la Guerre froide, des responsables français avaient souligné que toute menace contre les intérêts de sécurité fondamentaux de ses voisins concernait également la sécurité de la France. Ces dernières années, la France a également conclu plusieurs accords de sécurité bilatéraux avec des pays voisins, notamment avec l'Allemagne en 2019 dans le cadre du traité d'Aix-la-Chapelle. La nouveauté dans le discours d'E. Macron a été la proposition d'initier un « dialogue stratégique » sur le rôle des armes nucléaires françaises dans la défense collective de l'Europe. Les partenaires européens pourraient par exemple participer à des exercices qui impliqueraient la force de dissuasion française. Un tel échange pourrait contribuer au développement d'une culture stratégique européenne.

Les clarifications ultérieures des officiels français soulignent également le caractère restrictif des idées proposées par la France. Bien que Paris souhaite répondre aux inquiétudes de ses alliés concernant leur sécurité, elle veut conserver l'intégralité du pouvoir de décision sur son arsenal nucléaire. Selon la version officielle, les armes nucléaires françaises renforcent la sécurité européenne en rendant les calculs des adversaires plus difficiles. Cependant, aucune forme de participation nucléaire n'a jusqu'alors été envisagée.

Les idées françaises sur la coopération nucléaire en Europe peuvent être divisées en deux composantes. La première, la plus importante, est d'ordre pédagogique : les officiels français



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

estiment que les alliés les plus proches de la France manquent à la fois de connaissances solides sur la dissuasion nucléaire et d'un soutien politique soulignant son caractère indispensable. Paris souhaiterait contribuer à améliorer cette compréhension, notamment afin d'accroître son influence sur la politique de dissuasion et de défense de l'OTAN.

Le deuxième volet concerne la coopération pratique. Paris souhaite que ses proches alliés participent aux exercices nucléaires français sans pour autant être amenés à assumer des responsabilités majeures : seulement assurer des tâches et fournir des capacités complémentaires à la mission nucléaire. L'objectif principal n'est pas que les partenaires participent à la dissuasion nucléaire, mais qu'ils se familiarisent avec ses processus.

Ces propositions ont été accueillies avec scepticisme à Berlin et dans d'autres capitales européennes. Aux yeux de ces dernières, il n'était pas clair si Paris souhaitait par le biais de son arsenal nucléaire promouvoir l'autonomie stratégique de l'Europe au détriment de Washington ; ou s'il s'agissait simplement d'un renforcement complémentaire de réassurance nucléaire au sein de l'Alliance. Pendant la Guerre froide et au début des années 1990, les stratèges français pensaient que ces objectifs se renforçaient mutuellement : tant que les États-Unis s'engageaient dans l'architecture de sécurité européenne, Paris voulait utiliser son propre potentiel nucléaire pour consolider sa position dans un ordre international dominé par Washington, jouer un rôle constructif dans l'OTAN et promouvoir la sécurité et la stabilité en Europe. Mais la France se préparait également à assumer davantage de responsabilités en cas de retrait américain.

Hormis les rares moments où Washington ne s'est montré que modérément intéressé par les questions européennes, les voisins de la France n'étaient pas particulièrement enclins à accepter son approche différenciée. Ainsi, les propositions d'E. Macron à ses alliés en vue d'une coopération plus étroite n'ont guère été suivies d'effets. Et compte tenu des doutes quant à l'engagement des États-Unis en Europe apparus sous la présidence de Donald Trump et des critiques formulées par E. Macron à l'égard de l'OTAN, les dirigeants allemands ont craint que le maintien de la présence des États-Unis en Europe et l'Alliance ne soient encore plus menacés si Berlin acceptait les idées de Paris.

Capacités limitées...

La réponse à la question de savoir si la France pourrait remplacer le parapluie nucléaire américain dépend à la fois des positions politiques et des capacités techniques. Le cœur du problème est qu'une dissuasion nucléaire élargie, c'est-à-dire la menace d'utiliser des armes nucléaires pour défendre un allié en cas de besoin et prendre ainsi le risque d'une riposte nucléaire, est en soi peu crédible. Ce sont les adversaires et les alliés qui décident en fin de compte de la crédibilité de la dissuasion et de la réassurance. Les chercheurs/experts considèrent trois facteurs comme essentiels : la volonté politique et les intérêts de l'État qui réassure, ses capacités militaires et le contexte sécuritaire.

Paris ne peut pas non plus éviter facilement les dilemmes auxquels Washington est confronté. Les experts français affirment certes que la proximité géographique et l'identité de la France en tant que puissance nucléaire européenne sont en principe favorables à la crédibilité d'une dissuasion



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

française élargie. Néanmoins, dans l'architecture stratégique actuelle de l'Europe, Paris peut difficilement faire croire que ses intérêts dans l'ordre européen et international sont si importants qu'elle accepterait la destruction de son propre pays pour défendre ses alliés. Même si la France jouait un plus grand rôle dans l'architecture politique de l'Europe, des aspects géographiques et économiques fondamentaux continueraient à faire obstacle à une dissuasion française crédible. Plus encore, avec sa politique russe des dernières années, Paris a nourri des doutes fondamentaux, surtout parmi les Européens centraux et de l'Est, sur sa volonté de faire passer ses intérêts nationaux après les objectifs européens.

Paris ne peut pas non plus dissiper ces doutes en invoquant ses capacités nucléaires et sa doctrine de dissuasion. Avec environ 300 têtes nucléaires, la France dispose d'un arsenal beaucoup plus petit et moins diversifié que celui des États-Unis. La plupart de ces ogives sont destinées à des missiles balistiques lancés depuis des sous-marins. Une seconde composante, aéroportée, est constituée de missiles de croisière nucléaires pouvant être utilisés par quelques dizaines d'avions de combat. Contrairement à Washington, Paris poursuit par ailleurs une politique de stricte suffisance. Selon cette politique, Paris veut pouvoir infliger des « dommages inacceptables » à un État adverse. Les armes nucléaires françaises ne sont donc pas dirigées contre les forces nucléaires d'un adversaire potentiel, mais contre ses « centres de pouvoir politique, économique et militaire ». En outre, contrairement aux États-Unis, la France ne dispose pas d'options nucléaires plus limitées qui permettraient une escalade « plus graduelle ».

Comme l'arsenal nucléaire français est plutôt limité et peu flexible, Paris devrait menacer d'utiliser des armes nucléaires stratégiques contre des villes russes en réaction à une attaque conventionnelle russe, par exemple contre les États baltes. Paris devrait ainsi être prêt à accepter une riposte nucléaire russe contre le territoire français. Même dans un monde où les États-Unis ne garantissent plus la dissuasion nucléaire pour l'Europe, il est donc peu probable que les alliés de la France confient sans réserve leur sécurité à Paris.

... créent des options limitées

Si un jour, en raison de l'évolution géopolitique, les Européens devaient néanmoins s'intéresser sérieusement à la réassurance française, différentes options seraient théoriquement envisageables. Celles-ci entraîneraient toutefois de nouveaux coûts et problèmes.

L'un des scénarios pourrait être que Paris transfère à ses alliés le pouvoir de décision concernant les armes nucléaires françaises. Les alliés de la France pourraient ainsi menacer de manière crédible d'utiliser des armes nucléaires en cas d'agression. Mais pour cela, il faudrait développer et diversifier l'arsenal nucléaire français. Un cadre institutionnel pour un commandement et contrôle commun serait également nécessaire. En outre, une telle adaptation équivaldrait à une prolifération ciblée. Dans la perspective actuelle, celle-ci ne serait pas seulement incompatible avec le droit international, mais entraînerait probablement aussi des conséquences imprévisibles en matière de politique de sécurité. La première question qui se pose est de savoir si Paris aurait un intérêt politique à partager aussi largement le pouvoir de décision et à perdre ainsi son statut privilégié de puissance nucléaire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Tant que Paris ne cède pas le contrôle de son arsenal nucléaire, la France ne pourrait renforcer ses promesses de sécurité qu'en établissant un cadre institutionnel qui engage les Alliés dans une certaine mesure. Une possibilité serait de créer un arrangement similaire au système actuel de participation nucléaire des États-Unis. Mais même de tels mécanismes seraient peu crédibles sans l'abandon de la doctrine de stricte suffisance et sans un renforcement massif des capacités de la France – et même dans ce cas, ils dépendraient des intérêts politiques de la France.

Une telle participation nucléaire française nécessiterait des investissements importants de la part de la France et de ses alliés. Il faudrait avant tout valoriser les options d'escalade limitée. L'arsenal français offre une base solide à cet égard, à travers la composante aéroportée mentionnée ci-dessus. Le stock actuel d'ogives nucléaires pour les missiles emportés sur bombardiers est toutefois trop faible pour garantir une dissuasion élargie. Pour rendre plus crédible la menace d'une réponse à des agressions plus limitées, il serait sans doute nécessaire de produire des têtes nucléaires françaises de moindre puissance.

Les pays de l'OTAN qui participeraient à ce mécanisme de partage devraient à leur tour fournir des installations de stockage. Pour les cinq pays actuellement impliqués dans le partage nucléaire et disposant d'installations de stockage, l'effort serait probablement moindre. En revanche, les nouveaux pays hôtes devraient construire des installations de stockage. En outre, les pays participants devraient fournir des bombardiers. L'utilisation d'avions de combat américains F-35 pour des armes françaises ne serait toutefois pas envisageable en raison d'éventuelles divergences politiques et de l'absence de certification technique. De nouveaux avions de combat européens devraient donc être construits pour cette mission. Le Système de combat aérien du futur (SCAF) pourrait être envisagé. Il est actuellement développé par la France, l'Allemagne et l'Espagne et devrait être mis en service au plus tôt en 2040.

Enfin, des questions se poseraient sur l'intégration institutionnelle ainsi que sur le commandement et contrôle d'un tel mécanisme de partage. Un rattachement institutionnel complet à l'OTAN resterait improbable tant que les États-Unis feraient partie de l'Alliance. Dans ce cas, une nouvelle structure institutionnelle serait nécessaire. Il faudrait par ailleurs clarifier la manière dont se déroulerait un processus de décision et de consultation entre la France et les États participants.

Une dissuasion française élargie crédible prendrait donc du temps et serait coûteuse. Jusqu'à présent, les pays européens membres de l'OTAN profitent non seulement des capacités nucléaires, mais aussi des capacités conventionnelles des États-Unis, sans avoir à s'impliquer de manière décisive. Mais la France, dont l'économie est plus faible que celle de l'Allemagne, ne pourrait plus accepter de passagers clandestins en matière de capacités conventionnelles.

Réassurance par Paris ?

Pour qu'une dissuasion française élargie soit envisagée en remplacement de celle des États-Unis, l'ordre européen et international devrait changer fondamentalement. Pour cela, deux conditions devraient être remplies. D'une part, il faudrait que les États-Unis se retirent complètement de l'Europe en tant que puissance de maintien de l'ordre et garante de la sécurité. D'autre part, le niveau de menace pour la sécurité en Europe devrait rester identique, voire augmenter. Comme



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

conséquence de ces deux conditions, l'attitude des pays de l'OTAN vis-à-vis du rôle de la France en tant que puissance nucléaire et de maintien de l'ordre en Europe devrait changer. Il est toutefois peu plausible que cela se produise dans un avenir prévisible.

Tout d'abord, il est très peu probable que les États-Unis se retirent d'Europe en tant que puissance de maintien de l'ordre. Certes, les partenaires transatlantiques sont confrontés à de nombreux défis en raison de la montée en puissance de la Chine, du renforcement des forces isolationnistes et populistes aux États-Unis et des tensions économiques. Mais la réaction de Washington à la guerre en Ukraine a montré que les États-Unis continueront à s'engager en faveur de la sécurité européenne jusqu'à nouvel ordre. Et à moyen et long terme, ni les Européens ni les Américains ne semblent avoir beaucoup d'alternatives. Pour pouvoir continuer à poursuivre ses intérêts politiques, militaires et économiques mondiaux, Washington a besoin de coopérer avec les Européens. Inversement, ces derniers ont besoin des États-Unis pour assurer leur sécurité et contenir la Russie.

Même une administration américaine déterminée à réduire le coût de son engagement européen ne renoncerait probablement à la dissuasion nucléaire élargie que si elle voulait se détacher totalement de ses obligations mondiales. Depuis longtemps, Washington pousse les Européens à investir davantage dans leur défense. Mais il s'agit avant tout de forces armées conventionnelles. En ce qui concerne la dissuasion nucléaire, Washington dispose toujours d'avantages comparatifs considérables. D'une part, les États-Unis devront continuer à moderniser et à étendre leurs capacités nucléaires en raison du retour en force de la Russie et de la montée en puissance nucléaire de la Chine. D'autre part, les États-Unis disposent déjà d'un arsenal nucléaire important et diversifié, bien mieux adapté à une dissuasion élargie que tout ce que la France ou l'Europe pourraient mettre en place collectivement à court terme.

Un futur président américain qui remettrait en question les garanties de sécurité américaines de manière encore plus rigoureuse que Donald Trump devrait susciter un intérêt accru de la part de nombreux Européens envers des mécanismes de sécurité complémentaires. Les réactions européennes à la politique de Trump n'indiquent toutefois pas que l'attitude d'un tel président inciterait les Européens à promouvoir sérieusement des formats alternatifs tels qu'un parapluie nucléaire français.

Deuxièmement, il est impossible de prédire comment la situation sécuritaire en Europe évoluera et comment les relations eurasiennes changeront dans le cas d'un retrait complet des États-Unis de l'ordre européen. D'une part, les ambitions révisionnistes de la Russie pourraient forcer les nations européennes à abandonner certains objectifs politiques, économiques et de sécurité contradictoires afin de créer une dissuasion crédible vis-à-vis de Moscou. D'autre part, il est tout aussi plausible que la France, l'Italie ou l'Allemagne soient enclines à adopter une approche plus coopérative vis-à-vis de la Russie suite au retrait des États-Unis.

Troisièmement, il est tout aussi difficile d'évaluer si les défis en matière de politique de sécurité conduiraient à un renforcement du rôle de la France ou bien à une capacité nucléaire européenne. D'une part, les contraintes mentionnées devraient rendre superflues les questions relatives aux différences de culture stratégique et d'attitude en matière de politique de sécurité.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

D'autre part, les objectifs et les intérêts de la France et des autres nations européennes sont difficilement conciliables. Une situation sécuritaire dramatiquement dégradée pourrait inciter la France à assumer davantage de responsabilités vis-à-vis de ses alliés et à veiller à ce que la sécurité de l'Europe soit garantie, notamment par la dissuasion nucléaire. Mais cela signifierait que la France aspirerait en contrepartie à une position dominante en Europe. Jusqu'à présent, les pays d'Europe centrale et orientale, à plus forte orientation transatlantique, s'opposent à un rôle plus dominant de la France et se méfient de sa solidarité. Mais si les États-Unis ne garantissaient plus leur sécurité et leur stabilité, et donc la base de la démocratie et de la prospérité, les États d'Europe centrale et orientale verraient peut-être dans un système à plus forte dominante franco-allemande un remplaçant naturel en Europe. Ils devraient alors accepter un rôle secondaire, mais pourraient continuer à déléguer la responsabilité de leur sécurité à des tiers. Pourtant, il y a de nombreux arguments contre cela : la France ne dispose pas de capacités économiques ou militaires comparables à celles des États-Unis et le prix que Paris exigerait pour sa sécurité ne serait pas aussi faible. Il est donc plus probable que, dans un tel scénario, l'Europe opte pour une option nucléaire commune. Dans ce contexte, les armes nucléaires et les intérêts stratégiques du Royaume-Uni joueraient également un rôle important. La construction d'une option européenne ne serait pas la première étape de cette nouvelle ère de l'intégration européenne, mais la dernière.

Coopération renforcée en matière de politique nucléaire Il est très peu vraisemblable que les armes nucléaires françaises jouent un rôle décisif dans la sécurité européenne dans un avenir proche. La guerre russe contre l'Ukraine a prouvé que les États-Unis continuent de jouer un rôle central dans l'architecture de sécurité européenne. Par conséquent, tant que la situation en Europe et aux États-Unis n'évolue de manière spectaculaire, peu d'Européens remettront en question le rôle de Washington en tant que garant de la sécurité de l'Europe. Il est donc probable que les Européens s'abstiennent de prendre des mesures qui pourraient mettre en péril politiquement la dissuasion nucléaire élargie des États-Unis. Toutefois, des mesures limitées pourraient être prises en raison de l'évolution de l'environnement stratégique et de son impact sur les politiques de défense européennes. Deux considérations en particulier semblent pertinentes à cet égard.

D'une part, en raison des agissements de Moscou dans la guerre en Ukraine, de nombreux pays européens sont de plus en plus intéressés par le renforcement de la dissuasion nucléaire. Cela pourrait également les inciter à se coordonner plus étroitement avec la France. Le fait que Paris ait accepté pour la première fois de participer à des déploiements de troupes plus robustes sur le flanc sud-est de l'OTAN, se rapprochant ainsi tacitement de la « stratégie du fil de détente » américaine (Tripwire Strategy), devrait avoir un effet positif sur l'attitude des pays d'Europe centrale et orientale.

D'un autre côté, compte tenu de l'intérêt croissant des Européens pour la dissuasion, il serait peut-être aussi opportun pour Paris d'intensifier les échanges. Les dynamiques intra-européennes auront probablement une influence sur la position française en matière de nucléaire. Avec l'European Sky Shield Initiative (ESSI), l'Allemagne s'est fixée pour objectif d'améliorer la défense aérienne européenne en raison des menaces qui pèsent sur l'Europe. Cette approche de la dissuasion par déni (deterrence by denial) est toutefois en contradiction avec la priorité traditionnelle de la France en faveur de la dissuasion par représailles (deterrence by punishment), pour laquelle les Français misent avant tout sur leur potentiel nucléaire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

De plus, Paris craint qu'un tel programme n'ait des conséquences négatives sur la cooptation et l'industrie de défense européennes et qu'il ne renforce la dépendance vis-à-vis des États-Unis. Les observateurs français estiment donc que Paris pourrait tenter de freiner les projets de Berlin en renouvelant et éventuellement en élargissant ses offres de dialogue stratégique.

Options et recommandations

Compte tenu des évolutions décrites, différentes options sont envisageables. Pour qu'elles soient couronnées de succès, les objectifs devraient être (1) de mieux coordonner les politiques de dissuasion de l'Europe, (2) de valoriser et de rendre plus visible le rôle de la France en tant que puissance nucléaire européenne, et (3) de susciter une plus grande confiance des Alliés dans la solidarité de la France.

Le plus réaliste semble être un rôle plus important de la France dans la recherche d'une compréhension commune des besoins de la dissuasion nucléaire en Europe. Les menaces de Vladimir Poutine d'utiliser l'arme nucléaire ont révélé un manque de connaissance approfondie de stratégie nucléaire en Europe. De nombreux Européens devraient donc apprécier un renforcement des efforts français dans ce domaine.

Par ailleurs, la France pourrait également s'efforcer d'intensifier la coopération entre tous les pays de l'OTAN sur les questions nucléaires. Il serait judicieux d'améliorer et d'institutionnaliser les consultations sur la politique nucléaire avec la participation de la France. Le Groupe de planification nucléaire (NPG) de l'OTAN serait le cadre idéal pour cela, mais il ne sera guère possible de convaincre la France d'y participer. Jusqu'à présent, elle ne fait pas partie de la structure de commandement nucléaire de l'OTAN et ne participe donc pas aux consultations du NPG ou aux exercices nucléaires de l'Alliance. Certes, Paris joue depuis 2010 un rôle plus proactif sur les questions nucléaires au sein de l'Alliance, et certains experts français estiment qu'une adhésion française au NPG ne poserait pas de problème. Néanmoins, une telle démarche devrait se heurter à une forte résistance politique interne, car beaucoup y verraient le risque que la France perde son statut privilégié et sa souveraineté nucléaire. Des structures parallèles ou des formats bilatéraux ne seraient pas dans l'intérêt des autres pays de l'OTAN. Une intensification du dialogue nucléaire serait donc envisageable uniquement au sein du Conseil de l'Atlantique Nord, où se tiennent déjà des réunions irrégulières sur les questions générales liées à la dissuasion nucléaire.

Enfin, une coopération renforcée serait également possible dans le cadre d'exercices nucléaires. Cela pourrait non seulement améliorer la coordination militaire entre les alliés de l'OTAN, mais aussi renforcer la visibilité et souligner le rôle de la France en tant que puissance nucléaire européenne à l'extérieur, notamment vis-à-vis de Moscou. Les pays de l'OTAN participent déjà de temps en temps, en tant qu'observateurs, aux exercices « Poker » des forces nucléaires aéroportées françaises, qui ont lieu quatre fois par an. Des représentants français ont également assisté en tant qu'observateurs à des exercices nucléaires de l'OTAN. Ces visites pourraient être intensifiées et ouvrir la voie à de nouvelles étapes. Premièrement, elles pourraient être étendues de manière à ce que les pays de l'OTAN qui ne possèdent pas d'armes nucléaires participent occasionnellement activement aux exercices français en fournissant certaines capacités conventionnelles.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Deuxièmement, la France et l'OTAN pourraient organiser des exercices nucléaires simultanés afin d'envoyer des signaux stratégiques plus forts à Moscou. Troisièmement, la France pourrait déployer à tour de rôle des avions de combat à capacité nucléaire sur des bases alliées. Cela constituerait un signe de solidarité envers les alliés et pourrait rendre les calculs de Moscou encore plus difficiles.

Malgré ces options, le dialogue franco-allemand sur les questions nucléaires se trouve actuellement dans une impasse : Paris semble attendre une réponse de Berlin après les propositions d'E. Macron en 2020, tandis que Berlin considère ces propositions comme trop peu concrètes et n'a pas de vision claire des réflexions de Paris. Pour sortir de cette impasse, le gouvernement allemand pourrait s'adresser ouvertement au gouvernement français. Cela serait particulièrement judicieux si le gouvernement fédéral souhaitait, en raison de l'aggravation des menaces, valoriser la dissuasion nucléaire européenne, y compris le potentiel de la France, ou améliorer les relations bilatérales et, à moyen ou long terme, la politique de sécurité européenne dans le cadre du dialogue nucléaire avec Paris. Un échange ouvert sur les résultats pourrait également aider à créer une compréhension mutuelle des différentes idées, attentes et positions. De telles discussions pourraient non seulement contrebalancer les appels répétés à une réassurance française, mais également servir de base à une planification de scénarios stratégiques européens plus différenciée dans un environnement international de plus en plus instable.

Mais Berlin devrait également s'interroger sur les objectifs concrets qu'elle poursuivrait avec une coopération nucléaire bilatérale et sur les coûts qu'elle serait prête à supporter. En effet, Paris pourrait notamment souhaiter que l'Allemagne reconnaisse publiquement l'importance de l'arsenal nucléaire français pour la sécurité de l'Europe. Il est possible que cela engendre des coûts de politique intérieure pour Berlin. Mais ceux-ci pourraient éventuellement être compensés par des avantages politiques, militaires et stratégiques, dont par exemple une participation aux exercices nucléaires français. On pourrait également imaginer que Berlin explore, par le biais d'un dialogue, les possibilités à long terme d'un rôle plus important de la France dans les structures nucléaires de l'OTAN. En fin de compte, seule une compréhension commune peut créer les conditions nécessaires pour aller plus loin.

lerubicon.org

Montée des tensions en Asie du Nord-Est : 2022, une année charnière ?

L'année 2022 peut-elle être considérée comme une « année charnière » pour l'Asie du Nord-Est ? Réponse par une carte commentée sur cette année riche en événements dans une région empreinte de rivalités de pouvoir.

Une carte inédite co-publiée sur le Diploweb.com et AB Pictoris, conçue et réalisée par Blanche Lambert. Carte grand format en pied de page, sous deux formats JPG et PDF pour impression haute qualité.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

Le 2 février 2023, les États-Unis voient leur accès aux bases militaires philippines s'élargir après une année riche en rebondissements en Asie du Nord-Est. Manille autorise en effet, après plusieurs mois de discussions, la possibilité pour l'armée américaine d'être déployée sur quatre nouvelles bases du pays dans le cadre de l'accord de coopération renforcée en matière de défense signé entre les deux États. Ce renforcement de la présence américaine aux Philippines, qui se situent à proximité du détroit de Taïwan où se sont déroulés d'importants exercices militaires chinois en août 2022, montre incontestablement la volonté des États-Unis d'accroître leur engagement dans cette région aux jeux d'alliance anciens et en proie aujourd'hui à une importante escalade de tensions.

Cet engagement de Washington se perçoit également plus au Nord sur la péninsule coréenne, également en proie à une importante montée des tensions liées aux nombreux tirs de missiles à capacité nucléaire par la Corée du Nord. Les tirs de missiles menaçant directement la sécurité de la Corée du Sud, alliée des États-Unis et hébergeant des forces américaines sur son sol depuis la Guerre de Corée (1950-1953), Washington et Séoul ont annoncé le renforcement de leur coopération en matière de défense afin de faire face à Pyongyang.

Il est intéressant de constater que la tenue très médiatisée de ces exercices chinois mais aussi de ces nombreux tirs de missiles nord-coréens se sont tenus lors de la seule année 2022, qui a marqué un véritable tournant sur la scène internationale avec l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine et le retour de la guerre de haute intensité sur le sol européen. Avec la crainte que cette dernière fasse également son retour en Asie du Nord-Est en raison de cette escalade de tensions, l'année 2022 peut-elle être considérée comme une « année charnière » pour la région ? Retour en carte sur cette année riche en événements dans une région empreinte de rivalités de pouvoir.

I. Une région empreinte de tensions depuis la Guerre froide (1947-1991) Les États-Unis dévoilent le 12 octobre 2022 une nouvelle Stratégie de sécurité nationale [1] (National Security Strategy, NSS) qui place une emphase importante sur les rivalités entre Washington et Pékin alors que les États-Unis renforcent leur présence et leurs alliances au sein de la région indo-pacifique. Ces rivalités de pouvoir ne sont en revanche pas nouvelles. La région nord-est asiatique, et plus largement la région des mers de Chine orientale et méridionale, abritait déjà plusieurs « points chauds » de la Guerre froide (1947-1991) qui opposait le bloc de l'Ouest, majoritairement composé des puissances occidentales, au bloc de l'Est, composé des puissances communistes. La guerre d'Indochine [2] (1946-1954), puis la guerre du Vietnam [3] (1955-1975), mais aussi la guerre de Corée [4] (1950-1953) ont été le théâtre d'affrontements entre belligérants soutenus militairement et financièrement d'un côté par les puissances occidentales (notamment par les États-Unis), et de l'autre par les puissances communistes (notamment par l'Union soviétique et la République populaire de Chine).

La division de la région entre ces deux blocs issus de la Guerre froide se ressent encore en 2023, et ce malgré la dislocation du bloc de l'Est en 1989-1991 qui devait pourtant marquer la fin de cette confrontation. En effet, la montée en puissance de la Chine, le renforcement de sa diplomatie et l'affirmation de ses revendications territoriales dans une région qui constitue un environnement stratégique pour Washington ne font qu'accentuer les rivalités de pouvoir entre ces deux puissances. La question de Taïwan, île ayant servi de refuge au mouvement nationaliste chinois lors de la guerre civile [5], constitue d'ailleurs un point d'orgue dans cette rivalité sino-américaine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

Taipei est en effet largement soutenue par les États-Unis [6] et la volonté de Pékin de réintégrer Taiwan au sein de son territoire est désormais de plus en plus concrète. Cela a notamment poussé les États-Unis, déjà bien implantés dans la région avec le déploiement de leurs forces en Corée du Sud, au Japon ou encore à Guam [7], à renforcer leur présence dans cet espace régional où la RPC ne cesse de prendre de l'importance.

II. Décollage économique de la RPC et renouvellement de ses ambitions régionales et mondiales La montée en puissance de la République populaire de Chine depuis la fin du XXème siècle et sa volonté de réformer l'ordre mondial qu'elle juge trop « américano-centré » font d'elle le nouvel adversaire stratégique de Washington, comme le souligne la NSS américaine de 2022. Sur le plan économique, Pékin a d'abord entamé un rattrapage économique fulgurant entre 1979 et 2011, permettant notamment à son PIB (par PPA) de devancer pour la première fois celui des États-Unis en 2014 [8]. Elle se forge également une place de choix en devenant dès 2010 le premier exportateur mondial, et le reste aujourd'hui avec 3,36 billions de dollars d'exportations en 2021 [9]. Sur le plan militaire, profitant notamment de la crise économique que subit la Russie après la chute de l'Union soviétique, la RPC achète de nombreuses armes et technologies à Moscou afin de s'en servir de base pour ses propres armements. Le chasseur chinois J-11 est largement inspiré du chasseur russe de fabrication soviétique Su-27, tout comme son J-16 est souvent vu comme une « copie » du Su-30MK2 russe. Ces armes de fabrication nationale, en plus de son importante armée et de son important rattrapage cyber et spatial [10] lui permettent aujourd'hui d'être considérée comme une puissance militaire majeure. Pékin figure même en troisième position du classement Global Firepower pour l'année 2023 [11]. En se plaçant dès 1971 comme la seule représentante de la Chine auprès de l'ONU, lui conférant davantage de poids sur la scène internationale, puis par son rattrapage économique et militaire entamé à la fin des années 1970, la RPC est aujourd'hui une puissance incontournable. Elle devient ainsi à même de contester l'hégémonie américaine dans le monde, et plus particulièrement en Asie du Nord-Est.

La montée en puissance de Pékin se ressent particulièrement à travers son projet d'envergure mondiale des Nouvelles routes de la Soie (Belt and Road Initiative, ou projet BRI) annoncé à Astana en 2013. En effet, ce « projet du siècle » [12] possédant un volet terrestre et un volet maritime devient central pour l'économie et pour la stratégie chinoise. Avec les Nouvelles routes de la Soie, la Chine investit dans des infrastructures de transport afin d'accroître ses exportations et de diversifier ses importations énergétiques. Afin d'assurer la sécurité de ses voies d'approvisionnement, la Chine renforce sa présence, et ce notamment en mer de Chine méridionale où débute la route maritime du projet BRI. Pékin possédant de nombreuses revendications en mer de Chine méridionale, notamment sur les Îles Paracels [13] ou encore sur les Îles Spratleys [14], ce besoin de sécurisation devient surtout un prétexte pour assurer une présence dans ces espaces contestés.

Par ailleurs, ce projet, bien qu'affiché comme étant une initiative bénéfique pour chaque pays participant, notamment avec des prêts chinois aux taux très intéressants afin de développer de nombreuses infrastructures logistiques, ne semble finalement n'être qu'un circuit économique à sens unique. En effet, ces prêts, lorsqu'effectués auprès de pays pauvres, tels que le Tadjikistan ou encore le Sri Lanka, ne peuvent que rarement être remboursés. La Chine prévoit alors un allègement de la dette en échange de concessions d'infrastructures stratégiques (« piège de la dette ») : c'est notamment le cas de Colombo Port City au Sri Lanka, devenu une zone franche chinoise pendant 99



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

ans. Ainsi, Pékin et ses intérêts économiques prennent de plus en plus de place sur la scène internationale, accentuant les rivalités de pouvoir entre la RPC, les États-Unis et ses alliés dans la région.

III. Montée des tensions au sein de la péninsule coréenne et du détroit de Taïwan C'est donc dans ce contexte de rivalités entre les puissances dominantes de la zone qu'une vive escalade de tensions s'est installée sur la péninsule coréenne en 2022. La Corée du Nord, alliée de la Chine [15], mais aussi de la Russie [16], a procédé à plus de 95 tirs de missiles balistiques pour la seule année 2022 [17] violant toutes les résolutions de l'ONU à cet égard. 2022 devient ainsi l'année la plus prolifique en termes de lancements nord-coréens, menaçant directement la sécurité de la Corée du Sud, avec qui elle est encore techniquement en guerre [18]. Trois tirs de missile en date du 2 novembre 2022 ont d'ailleurs franchi la « ligne de limite du Nord » et sont arrivés à seulement 57 kilomètres à l'est du territoire sud-coréen, représentant les tirs les plus proches des eaux territoriales sud-coréennes depuis la division de la péninsule [19]. Ces arrivées de missiles représentent également une menace pour la sécurité japonaise, État très proche des États-Unis, qui, à l'instar de la Corée du Sud, héberge des forces américaines. En effet, Pyongyang a réalisé deux tirs survolant le territoire japonais les 4 et 18 octobre 2022, dont un tir de missile balistique intercontinental, le Hwasong-17, dont la portée serait de 15 000 km [20]. La montée de la menace nord-coréenne, couplée à l'agressivité croissante de la Chine en mer de Chine méridionale et orientale, font d'ailleurs en partie l'objet de la révision par Tokyo de sa stratégie de défense, qui prévoit de doubler le budget annuel japonais accordé à la défense d'ici 2027 [21] et d'unifier son commandement militaire.

La Corée du Nord démontre par cette année prolifique en termes de tirs que malgré les prérogatives de l'ONU, elle peut continuer à défier les États-Unis et ses alliés sud-coréen et japonais dans la zone. Washington et Séoul ont décidé de répondre à ces tirs en menant des manoeuvres aériennes conjointes début janvier 2023 intégrant notamment un bombardier stratégique américain B-1B, des chasseurs furtifs américains F-22 et F-35B et des chasseurs sud-coréens F-35A [22]. Il convient de noter ici que la région du nord-est asiatique compte quatre puissances nucléaires : la RPC, la Russie, la Corée du Nord et les États-Unis. Il s'agit donc d'un espace où la nécessité de la dissuasion nucléaire résonne particulièrement. Par ces exercices aériens américano-sud-coréens, Washington compte donc afficher sa présence et sa volonté de maintenir sa dissuasion dans la zone.

L'accélération de la rivalité entre la Chine et les États-Unis, au coeur de la montée des tensions en Asie du Nord-Est, se perçoit de manière plus concrète dans la crise du détroit de Taïwan d'août 2022. En effet, bien que des exercices chinois se soient déjà déroulés dans ce détroit en 1996, ceux d'août 2022 sont bien plus importants et interviennent dans le cadre d'une attitude bien plus agressive de la Chine : rien que pour l'année 2022, plus de 1700 incursions d'avions chinois dans la zone d'identification et de défense taïwanaise (ADIZ) ont été observées. Pékin, lors des exercices militaires d'août 2022 dans le détroit de Taïwan, a également procédé au tir d'une dizaine de missiles ; certains sont d'ailleurs retombés dans les eaux territoriales taïwanaises et japonaises. Le point le plus notable de ces exercices est sûrement le fait qu'ils se soient déroulés au lendemain de la visite officielle de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, à Taipei.

Alors que Washington n'avait jamais réellement affiché son soutien de manière officielle à Taïwan, privilégiant davantage le principe d'une « ambiguïté stratégique » avec la RPC, le président



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

américain Joe Biden avait annoncé en octobre 2021 que les États-Unis défendraient Taïwan en cas d'invasion. Ainsi, la tenue de tels exercices simulant un blocus de l'île au lendemain de la visite de Nancy Pelosi, quelques mois après cette annonce historique de la part du président américain, n'a rien d'anodin et démontre à nouveau que l'année 2022 a été le moment d'une forte montée de tensions en Asie du Nord-Est.

Conclusion

L'accélération des rivalités entre Washington et Pékin s'exprime incontestablement en Asie du Nord-Est, laissant place à une véritable montée des tensions dans une zone empreinte de jeux d'alliances qui, somme toute, n'ont pas beaucoup changé depuis la Guerre froide. L'année 2022, qui a également vu le retour de la guerre de haute intensité en Europe, a marqué un tournant sur la scène internationale et dans les relations internationales de manière générale. Il est également intéressant de noter que malgré l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, et donc malgré le retour de la guerre sur le sol européen, aucun État-membre de l'OTAN ne s'est finalement engagé sur le terrain aux côtés de l'Ukraine pour défendre son intégrité territoriale et sécuriser le continent européen face à Moscou [23].

Cette « impunité » relative de la Russie dans le cadre de la guerre qu'elle mène en Ukraine a peut-être conforté la Corée du Nord, mais aussi la Chine dans une moindre mesure, dans leur volonté de défier un ordre mondial tant par la diplomatie que par des démonstrations de force en Asie du Nord-Est. Mais justement, dans le cadre de l'année 2022, il ne s'agit finalement que de démonstrations et non d'une utilisation concrète de la force dans le cadre d'interventions armées. Ainsi, l'année 2022 a certainement marqué un tournant au sein de cette région en étant le cadre d'une forte montée de tensions. Cependant, elle n'a pas véritablement changé les dynamiques de pouvoir en place dans la zone, même si les événements survenus en 2022 vont certainement contribuer à l'esquisse d'une « charnière » dans les années à venir.

Pourquoi l'année 2022 peut-elle être considérée comme une « année charnière » pour l'Asie du Nord-Est ? Réponse par une carte commentée sur cette année riche en événements stratégiques et géopolitiques.

[1] La NSS de 2022 est à retrouver ici : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/10/Biden-Harris-Administrations-National-Security-Strategy-10.2022.pdf>

[2] La guerre d'Indochine, ancienne colonie française composée du Vietnam, du Laos et du Cambodge actuels, a opposé l'Union française aux Viet-Minh, organisation paramilitaire du parti communiste vietnamien, soutenu et financé par l'URSS et la République populaire de Chine.

[3] Après la partition du Vietnam dans le cadre des accords signés à la suite de la guerre d'Indochine, la guerre du Vietnam a opposé le Nord-Vietnam (communiste) au Sud-Vietnam (allié des puissances du bloc de l'Ouest) soutenue militairement par les États-Unis.

[4] La guerre de Corée a opposé la république de Corée, à l'époque la « seule Corée » reconnue par l'ONU, à la république populaire de Corée à la suite de l'échec des élections de 1948, alors que la péninsule sortait de sa colonisation par l'Empire japonais.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39

[5] La question de Taiwan est complexe : le Kuomintang, le parti nationaliste chinois, trouve refuge sur l'île après avoir perdu la guerre civile en 1949. Chaque partie (RPC et Taiwan) revendique leur souveraineté sur le territoire chinois, même si la position de Taipei à cet égard évolue. Cela explique notamment pourquoi la RPC considère Taiwan comme une « province sécessionniste » et souhaite à tous prix imposer sa « politique d'une seule Chine » afin que les États avec qui elle entretient des relations diplomatiques ne reconnaissent que la RPC en tant que représentante de la Chine.

[6] Washington ne reconnaît cependant pas officiellement l'indépendance de Taïwan ; les États Unis ont en effet soutenu l'admission de la République populaire de Chine (RPC) à l'ONU en 1971 qui remplace Taiwan, qui représentait alors de la Chine aux Nations Unies.

[7] Île de Micronésie, territoire non incorporé des États-Unis.

[8] B. Courmont, « La Chine, première puissance économique mondiale : et maintenant ? », Revue internationale et stratégique, 2015/3 (n°99), 2015, disponible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2015-3-page-32.htm>

[9] Banque Mondiale, 2021.

[10] La Chine a effectué un rattrapage considérable dans le domaine du spatial. Elle lance son premier satellite en 1970 à bord de son premier lanceur Longue Marche 1, effectue son premier vol habité en 2003, et vient de finir la mise en orbite sa première station spatiale en 2022. Elle enverra son premier télescope spatial, dont la résolution est à peine inférieure au télescope américain Hubble en 2023. Elle est d'ailleurs la seule puissance spatiale à ce jour à avoir réussi un alunissage sur la face cachée de la Lune en 2018.

[11] Classement à retrouver ici : <https://www.globalfirepower.com/>

[12] Terme utilisé par Xi Jinping, comme l'explique E. Véron dans son entretien avec la revue Conflits, intitulé « La nouvelle route de la Soie : le projet du siècle ». Disponible en ligne : <https://www.revueconflits.com/la-nouvelle-route-de-la-soie-le-projet-du-siecle-entretien-avec-emmanuel-veron/>

[13] Disputées entre la RPC, Taïwan et le Vietnam.

[14] Disputées entre Brunei, la RPC, les Philippines, la Malaisie, le Vietnam et Taïwan.

[15] Les deux États ont signé un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle en 1961, qui perdure encore en 2023.

[16] Les deux États ont également signé un traité d'amitié en 2000. La Corée du Nord a également affiché de nombreuses fois son soutien à la Russie pour son invasion de l'Ukraine, et a même proposé d'envoyer des travailleurs reconstruire la ville ukrainienne de Marioupol, sous contrôle russe depuis 2022.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Mars 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 40

[17] S-H. Choe, « Tracking North Korea's Missile Launches », The New York Times, 2 janvier 2023

[18] Seul un armistice a été décrété en 1953, aucun traité de paix n'a été mis en place.

[19] « La Corée du Sud dénonce une « invasion territoriale » sans précédent après de nombreux tirs de missiles par la Corée du Nord », Le Monde, 2 novembre 2022

[20] Ce tir représente également le premier tir réussi de cet ICBM.

[21] Le budget de défense japonais devrait alors atteindre à 11 000 milliards de yen, soit 76,40 milliards d'euros, faisant du Japon le troisième État au budget de défense le plus élevé au monde.

[22] Les F-35A sont de fabrication américaine, il s'agit des appareils de l'armée de l'air sud-coréenne.

[23] Les pays occidentaux, ainsi que le Japon ou encore la Corée du Sud, ont émis de nombreuses et importantes sanctions économiques à l'encontre de la Russie. Ils fournissent aussi de l'aide financière et/ou militaire à Kiev. Les pays-membres de l'OTAN sont particulièrement engagés dans l'aide militaire à l'Ukraine, mais ne souhaitent pas intervenir sur le terrain. L'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN et ne peut donc pas activer l'Article 5 de défense collective du Traité de l'Atlantique Nord. En revanche, cette guerre déstabilise directement la sécurité européenne, les pays voisins de l'Ukraine et membres de l'OTAN se sentant directement menacés par cette agression russe (pays baltes, Pologne).

diploweb.com